

## **TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS LES FAIRE CÉDER**



### **Dossier**

**UNE SÉLECTION DE  
LIVRES À (S')OFFRIR**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Mettre Macron à la retraite**  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

**Climat. Encore une COP  
pour rien**  
Page 3



### **ACTU INTERNATIONALE**

**Italie. Retour sur le mouvement  
des «sardines»** Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Éric Beynel, porte-parole  
de l'union syndicale Solidaires, partie  
civile lors du procès France Télécom**  
Page 11



Par JULIEN SALINGUE

## Mettre Macron à la retraite

« Emmanuel Macron renonce à sa retraite de président ». L'exclusivité du *Parisien* (22 décembre) a rapidement fait le tour des rédactions et des plateaux télé, relayée par les éditorialistes et les petits soldats de la Macronie. Mais le moins que l'on puisse dire est que cette énième opération de com' a laissé de marbre les grévistes, quand elle n'a pas tout simplement accru leur détermination et leur opposition à la contre-réforme des retraites. Car derrière cette annonce, que l'Élysée a voulu nous vendre comme mue par un désir de justice et d'égalité, c'est une fois de plus le mépris et l'arrogance qui pointent. En effet, quel message Macron envoie-t-il aux (futurs) retraités, sinon qu'il aurait les moyens de se passer de sa retraite d'ancien président? L'ex haut fonctionnaire et banquier, qui ne manquera pas de trouver d'autres emplois grassement rémunérés après son passage à l'Élysée, respire ainsi, une fois de plus le mépris de classe: qui peut se passer de tout ou partie de sa retraite, sinon les très riches? Comme l'a relevé, dans le *Parisien*, un communicant peu suspect d'hostilité à Macron: « En termes d'image, cela reste tout de même assez maladroit. Car il envoie le message qu'il peut effectivement se permettre de se passer de ce genre de rente... alors qu'il a déjà l'image de président des riches. » Le régime de retraite des anciens présidents est un privilège. Nos retraites sont un dû. En amalgamant sa retraite et les nôtres, Macron veut-il nous faire croire que ces dernières seraient comparables aux 6 200 euros brut mensuels à vie, cumulables avec d'autres revenus et d'autres pensions, des anciens présidents? Quelle fumisterie! Mais le moins que l'on puisse dire est que le président des riches, en prétendant montrer l'exemple en s'appliquant « sa » réforme, envoie, volontairement ou non, un message clair: pour bien faire, nous devrions nous aussi « renoncer » à nos pensions. Message reçu cinq sur cinq! La colère continue de gronder dans le pays, et ce ne sont pas les effets de manche de Macron qui y changeront quoi que ce soit. La mobilisation, n'en déplaise à un gouvernement qui ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît, pour délégitimer les grévistes, va se poursuivre, autour d'un mot d'ordre clair: c'est à sa contre-réforme que Macron doit renoncer! Qu'il la remballe et qu'il s'en aille!

## BIEN DIT

Pour le néolibéralisme, c'est l'idée même que l'on puisse se retirer du jeu, c'est la notion même de retraite au sens le plus général du mot – d'un retrait pour se soigner, pour s'éduquer, pour chercher, pour travailler autrement, pour se reposer, ou pour faire tout cela à la fois et à sa guise – qui est un archaïsme.

BARBARA STIEGLER, libération.fr,  
20 décembre 2019.

# À la Une

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS LES FAIRE CÉDER

## Pas de retrait = pas de trêve

Plus importante que le premier jour de la mobilisation, la nouvelle journée du mardi 17 décembre, marquée une nouvelle fois par une grève massive dans différents secteurs, a montré la profondeur de la colère du monde du travail contre la réforme des retraites. Mais visiblement, malgré les 1,8 million de manifestantEs, Macron et son gouvernement continuent à faire la sourde oreille. Faisons-nous entendre plus fort, pendant et après cette période de fin d'année.

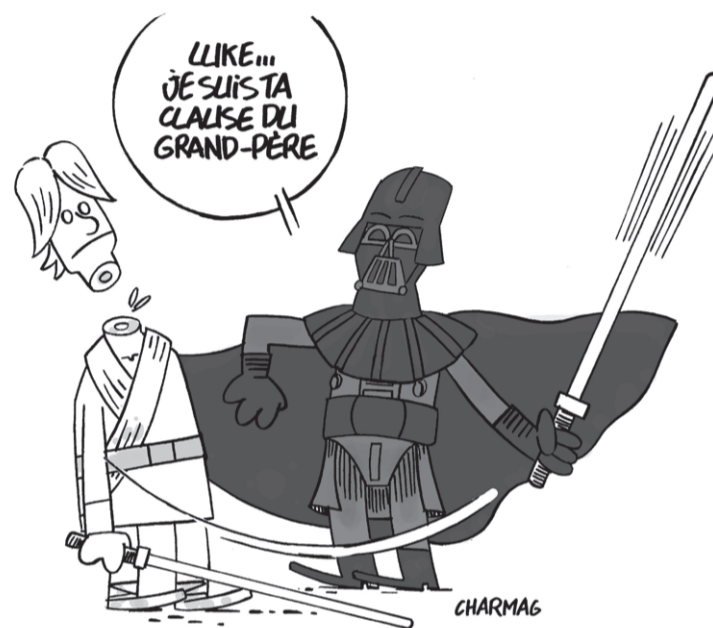
Voilà un Premier ministre qui nous en rappelle un précédent, Juppé en 1995... Après avoir reçu individuellement puis collectivement les syndicats mercredi et jeudi, Édouard Philippe n'a fait aucun geste notable pour répondre à la mobilisation qui dure depuis deux semaines. Tout au plus tenta-t-il une nouvelle fois la division, avec un clin d'œil appuyé à certains syndicats tièdes...

### Droit dans ses bottes...

Ainsi, concernant l'âge d'équilibre, le fameux âge pivot, il propose d'individualiser davantage l'âge de départ à la retraite de chacunE, proposant un calendrier de discussion-blaba pour en parler... Dans le même temps, il réaffirme la mise en œuvre de toute façon du cœur de la réforme, la retraite à points, avec en particulier la suppression des régimes spéciaux. Voilà ce que ce pouvoir appelle « trouver des compromis »... Pas sûr que cela suffise à satisfaire même les directions syndicales les plus timorées. En tout cas, la très grande majorité des grévistes de ces derniers jours ne va pas s'arrêter là!

### Des coups de pression sans effet

Le gouvernement et la direction de la SNCF multiplient les effets d'annonce qui trahissent une certaine fébrilité et leur très grande inquiétude concernant les transports en ce début de vacances scolaires. Après être resté sourd au mouvement de grève reconductible, le gouvernement a essayé d'imposer aux agentEs de la SNCF



et de la RATP d'arrêter la grève pour les fêtes de fin d'année... Si cette grève est difficile pour touTEs, à commencer pour les grévistes qui perdent de l'argent, c'est bien ce pouvoir qui en porte la seule responsabilité, en cherchant à faire passer coûte que coûte un projet de loi unanimement rejeté. Les grévistes ne se sont pas laissés prendre en otage par Noël, et les cheminotEs seront en particulier dans la rue samedi 28 décembre pour une nouvelle manifestation, refusant de se plier aux injonctions à la « trêve » de certaines directions syndicales (UNSA et CFDT), dont les bases n'entendent pas suspendre la mobilisation. L'occasion de construire une véritable

convergence autour de ces manifestations, y compris avec des secteurs comme celui de l'éducation en vacances durant deux semaines.

### Le mouvement tient

Les chiffres de grévistes vont certes mécaniquement baisser en raison des congés posés avant la grève, mais les trains ne roulent pas plus, de l'aveu même de la direction de la SNCF, et ce malgré les promesses fantaisistes du gouvernement. Des cadres refusent désormais de remplacer les grévistes, la direction voulant leur imposer de travailler à la place de leurs congés. Les raffineries commencent à entrer dans le mouvement, les salariéEs de l'énergie également.

De nombreux militantEs du mouvement continuent à agir pendant les vacances, notamment des enseignantEs, pour animer la mobilisation, convaincre de nouvelles personnes d'entrer dans la lutte, faire fonctionner les caisses de grève. C'est un enjeu fondamental de cette période: remplir les caisses de grève pour que les salariéEs des transports tiennent pendant les deux semaines, préparer le début de l'année pour gagner.

### Converger pour construire la grève générale

Jusqu'à présent, les grévistes ont su éviter les manœuvres de division du gouvernement pour enfoncer un coin dans le mouvement: il faut donc continuer, touTEs ensemble! Une nouvelle journée nationale aura lieu le jeudi 9 janvier. À ce moment, si le mouvement a tenu, la période la plus difficile sera passée. Il s'agira alors d'embrayer, reconstruire rapidement une grève majoritaire dans l'éducation et les transports, étendre à toute la fonction publique et au privé. D'ici là, la période peut être difficile dans certains secteurs, mais rien d'insurmontable. Pour cela, il faut s'en saisir pour construire des ponts entre différents secteurs, organiser des rencontres entre militantEs du mouvement, tourner celui-ci vers le plus grand nombre: une convergence festive, période oblige, autour d'actions pour populariser la lutte dans les gares, les centres commerciaux, sur les péages, au plus près de la population... Après la démission de Delevoye, le pouvoir reste fragilisé: pour dégager Macron et sa réforme des retraites, tout reste possible.

## RETRAITES

# Ce n'est pas à Matignon que nous obtiendrons satisfaction

Le 19 décembre, après des réunions bilatérales, les organisations syndicales «représentatives» nationalement, ainsi que l'UNSA, ont été reçues ensemble par Édouard Philippe, qui a annoncé à l'issue de la rencontre des «avancées concrètes».

Le 19 décembre, Laurent Berger affirmait avoir « senti une ouverture de la part du Premier ministre ». Quel flair! Mais le lendemain, le dirigeant de la CFDT a confirmé à la radio les dires de Philippe Martinez: il n'est rien ressorti de concret des réunions, le Premier ministre se contentant de vagues déclarations d'intention sur la pénibilité et le minimum des pensions. La CGT a déploré n'avoir eu

aucune réponse à ses propositions. On se demande à quoi sert de participer à une réunion, où le gouvernement a fait semblant de négocier avec les syndicats dits réformistes, et cru un moment avoir atteint son objectif puisque la direction de l'UNSA a suivi la CFDT et appelé à la suspension de la grève durant les congés de Noël, avant de déchanter car les syndiquéEs concernés ont refusé cette « trêve ».

### Les errements et contradictions de la CFDT

La direction du « premier syndicat de France » ne s'oppose pas à la réforme du système des retraites, mais à une de ses dispositions, l'âge d'équilibre (ou âge pivot). Laurent Berger explique dans le *Monde* (15 décembre) qu'il est « profondément injuste de demander à ceux qui sont nés en 1960 et qui doivent partir à la retraite en 2022 de travailler plus

longtemps ». Il prétend se battre contre les mesures paramétriques sur l'âge, mais valorise la réforme Touraine qui allongera la durée de cotisation requise pour l'obtention d'une retraite à taux plein, et augmentera d'un trimestre tous les trois ans, dès 2020 et jusqu'en 2035, pour atteindre 43 ans pour les personnes nées en 1973. Il défend le principe d'une retraite à points en répétant que « cela n'a aucun sens de conjuguer réforme systémique et paramétrique » et s'oppose « aux mesures budgétaires sur les retraites ». Mais la réforme du système a pour objectif de réaliser des économies et implique quasi automatiquement des mesures sur les paramètres. En Suède par exemple, la réforme a eu pour conséquence l'allongement de la durée de cotisation, le report de l'âge de départ à la retraite et la baisse moyenne des pensions. Elle

# Un monde à changer

## MACRON NOUS FAIT LA GUERRE EN PERMANENCE

Macron est allé en Côte d'Ivoire à la veille de Noël. Il y a célébré son anniversaire et fait le tour des popotes militaires. Mais la contre-réforme des retraites était toujours présente. « *Quand on est militaire, on ne touche pas la retraite, on a une pension. C'est différent, tout est différent* », a-t-il ainsi déclaré pour rassurer les militaires sur leur possibilité de départ anticipé. Ah bon, pension et retraite, c'est différent? Alors pourquoi le site officiel du gouvernement destiné à faire la promotion de la réforme écrit-il par exemple que « *chaque euro cotisé comptera dans le calcul final du montant de la pension* »? Une fois de plus, Macron se fout du monde et manipule le langage pour camoufler les concessions rapidement faites aux militaires et aux flics. Autre déclaration macronesque depuis la Côte d'Ivoire: « *Il est bon aussi de savoir faire trêve pour respecter les familles et la vie des familles* ». L'attention pour la « *vie des familles* » ne concerne pas les cheminotEs et agentEs de la RATP, dont le travail fait que les trains et les rames roulent tous les jours et une partie de la nuit, de même que les pompiers, les infirmières et les agents EDF qui réparent les lignes. Sans parler de ce projet gouvernemental d'assouplir les règles du

travail de nuit qui a été momentanément repoussé pour cause de grève sur les retraites (mais le gouvernement a annoncé que dans quelques mois il prendrait une ordonnance sur la question). Et la réforme des APL, la fermeture des écoles et des maternités dans les zones rurales et petites villes, ce ne sont pas des atteintes à la « *vie des familles* »?

Comme le souligne l'historien Gérard Noiriel, la grève en période de Noël de cette année n'est pas la première: « *Le mouvement ouvrier ne s'est jamais engagé de gaieté de cœur dans la grève au moment de Noël, une fête de famille particulièrement prisée dans les classes populaires. Néanmoins, la grève de Noël fait aussi partie des traditions de luttes lorsque l'urgence du combat de classe l'impose.* »

À tout moment, par le mensonge, la propagande et la répression, Macron fait la guerre aux travailleurs et aux classes populaires. Dans son combat, comme dans celui de ceux dont il n'est que le serviteur, il n'y a pas de trêve de Noël ou des confiseurs, dans les opérations boursières et la quête effrénée du profit maximum au détriment du plus grand nombre, bon à trimer, à voir son emploi supprimé et sa retraite saccagée.

## CLIMAT Encore une COP pour rien

Même si elle a été la plus longue en un quart de siècle d'existence, la COP25 – 25<sup>e</sup> conférence de la Convention des Nations unies sur le changement climatique – se conclut à nouveau sur une inaction criminelle.

La révision à la hausse des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre des différents pays est renvoyée à... la prochaine fois, en 2020 à Glasgow. Pourtant les engagements pris en 2015 à Paris sont scandaleusement insuffisants: même s'ils étaient respectés, ils aboutiraient à une hausse de la température supérieure à 3°C. Il n'y a aucune avancée sur les aides pour les pays les plus pauvres, premières victimes du changement climatique, appelées les pertes et dommages (loss and damages). Comme le dit le représentant de Tuvalu, « *des millions de gens souffrent déjà des effets du changement climatique. Ne pas fournir de l'assistance peut être interprété comme un crime contre l'humanité* ». Il n'y a rien non plus sur le financement à long terme...

### Marché du carbone

Le sujet central de cette COP est résumé par le *Financial Times* du 15 décembre: « *Cette année, l'enjeu sera de trouver un accord sur un marché global de la compensation carbone, et de convaincre les signataires de Paris de soumettre des*



objectifs ambitieux plus ambitieux en 2020 ». Il s'agit de l'article 6 de l'accord de Paris qui porte sur le marché du carbone. Ce mécanisme offre la possibilité d'échanger sur un marché des droits d'émissions, dit autrement la possibilité d'acheter le droit de continuer de polluer en faisant reposer sur d'autres les efforts de réduction. Typique du « *capitalisme vert* », il existe depuis le protocole de Kyoto – signé en 1997 entré en vigueur en 2005 – et a démontré son inefficacité. Selon Daniel Tanuro, « *le bilan est sans*

appel: 73% des crédits échangés étaient largement factices, 2% à peine correspondaient vraiment à des réductions effectives. De plus, beaucoup de ces crédits ont été acquis au détriment des populations du Sud, notamment des peuples indigènes chassés de leurs terres. Les tentatives de "corriger" le dispositif ont éliminé les fraudes les plus énormes mais sans rien changer sur le fond... »<sup>1</sup>

Foncièrement injuste et colonial dans sa mise en œuvre concrète, c'est le principe même du marché

du carbone qui est à la fois inefficace et inacceptable. Il repose sur la fable capitaliste qui voudrait que le marché, en donnant un prix aux émissions de gaz à effet de serre, établisse une équivalence entre du carbone émis en continuant de brûler du gaz, du charbon et du pétrole en un lieu (de préférence au Nord) et du carbone absorbé par des forêts ailleurs (de préférence au Sud). Comme tous les mécanismes de compensation il prétend réduire la nature à une marchandise. « *Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre* » disait Albert Einstein. On ne peut pas espérer que le marché qui est la cause de la catastrophe climatique en soit aussi la solution. Parce que, comme le dit Greta Thunberg, « *la solution ne viendra pas des sommets, mais des peuples* », nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations et continuerons plus que jamais à construire un mouvement pour la justice climatique anticapitaliste.

### Commission nationale écologie

1 – « *Climat: l'issue est dans la lutte, pas dans les COP!* », sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/climat-lissue-est-dans-la-lutte-pas-dans-les-cop/>

a atteint son but: une réduction du budget consacré aux retraites... Il est évident que c'est aussi l'objectif du gouvernement Macron.

### Les reculs sociaux ne doivent jamais être négociés mais combattus

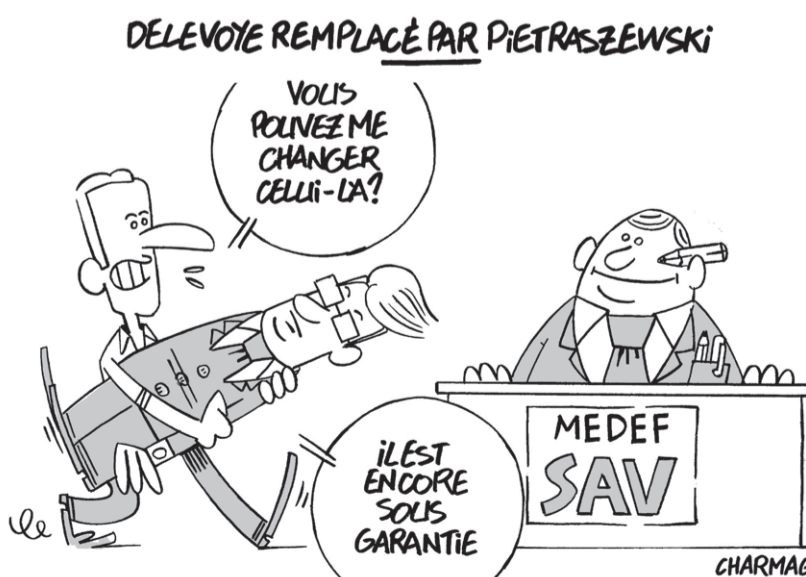
La réforme Macron-Philippe n'est ni amendable ni négociable, elle aura inévitablement des conséquences néfastes pour la grande majorité des futurs retraités.

Les pensions vont baisser avec la prise en compte dans leurs calculs de la totalité des périodes cotisées. Les périodes de bas salaire, de précarité, seront incluses dans le calcul au lieu des 25 meilleures années dans le privé et des 6 derniers mois dans le public. Le budget des retraites devra être limité au montant actuel de la part des richesses consacrée au financement des régimes de retraite,

14% du PIB, alors que le nombre de pensionnés va augmenter chaque année. L'âge de départ à la retraite sera reculé, avec l'instauration d'un âge d'équilibre dès 2022. Pour ne pas subir une diminution de sa pension de 5 ou 10% chaque année, il faudra travailler une ou deux années de plus au-delà de 62 ans.

Les plus riches paieront moins de cotisations et contribueront relativement moins au financement des retraites: au-delà de 120 000 euros brut de revenus par an, leur taux de cotisation sera limité à 2,8%. En-dessous de ce plafond ils paieront, à l'instar des autres cotisantEs, une cotisation de 28%. Leur nombre de points sera calculé sur ces 120 000 euros, leur pension sera donc aussi limitée à un plafond: c'est une incitation à ce qu'ils cotisent à des assurances privées et à des fonds de pension.

S. Bernard



## Le chiffre 12 centimes

C'est l'augmentation du SMIC horaire au 1<sup>er</sup> janvier. Soit 15 euros par mois pour ceux qui ont un temps plein. Selon le gouvernement, augmenter le SMIC ne pourrait qu'entraîner l'augmentation du chômage. Ce n'est pas le niveau du SMIC qui dissuade les patrons d'embaucher, d'autant qu'ils sont largement dégrévés de certaines cotisations sociales sur les salaires jusqu'à 1,6 SMIC. Les patrons du CAC 40 ont touché en moyenne l'équivalent de 277 SMIC par mois en 2018. Augmenter le SMIC à 1 800 euros net par mois, c'est nécessaire et les capitalistes peuvent payer!



## Agenda

**Samedi 28 décembre, manifestation contre la réforme des retraites, Paris.** RDV à venir.

**Samedi 4 janvier, festival «La réforme à poing dans ta gueule», Paris 20<sup>e</sup>.** À 14h, projection-débat, à 19h, concerts. À la CNT, 33, rue des Vignoles, M<sup>o</sup> Avron ou Buzenval. Repas sur place – prix libre / Buvette. Organisé par l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis et l'éducation 1<sup>er</sup> degré de Paris.

**Judi 9 janvier, manifestations contre la réforme des retraites.**

Le prochain numéro de **L'Anticapitaliste** sortira le jeudi 9 janvier 2020.

## Bonne fin d'année

## NO COMMENT

Il manque sans doute autour de lui [Macron] des personnes qui parlent à la France populaire, des gens qui boivent de la bière et mangent avec les doigts.

GÉRALD DARMANIN, *Paris-Match*, 19 décembre 2019.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## LA POSTE Gaël Quirante condamné: assez de répression anti-syndicale!

Mercredi 18 décembre avait lieu, au tribunal de Nanterre, le procès de Gaël Quirante, syndicaliste à La Poste dans les Hauts-de-Seine (92) et membre de la direction du NPA. Gaël était accusé par des cadres de La Poste de «vol avec violence» et «violences».

Une énième procédure judiciaire contre un militant faisant partie d'une équipe syndicale particulièrement combative, qui lutte depuis bien des années contre les restructurations à La Poste, destructrices du service public et des conditions de travail. On pense ici notamment aux 463 jours de grève en 2018-2019, en soutien à Gaël et en défense du service public postal.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

### Épée de Damoclès

Le procès a confirmé que les accusations étaient montées de toutes pièces : la direction de La Poste s'appuie en réalité sur ses cadres pour tenter de briser les militantEs et d'obtenir, sur le terrain judiciaire, la victoire qu'elle n'a pas réussi à obtenir sur le terrain de la lutte de classes. Au terme de cette parodie de procès, au cours duquel les témoignages des postierEs présents sur les lieux au moment des faits reprochés n'ont pas été retenus, Gaël a été relaxé pour les accusations de «violences», mais condamné pour «vol» (d'un téléphone portable!) : trois mois de prison avec sursis, avec cinq ans de mise à l'épreuve, avec en outre près de 2000 euros de peines financières, qui comprennent une amende et des sommes à verser aux cadres pour «préjudice moral». Le tout après un délibéré de... 15 minutes!

Cette condamnation est scandaleuse, comme le sont les dizaines de poursuites et procédures engagées contre les postierEs du 92. C'est une véritable épée de Damoclès qui est suspendue au-dessus de Gaël : il s'agit rien moins que de le dissuader de poursuivre ses activités syndicales, mais aussi d'avertir l'ensemble de ses camarades, dont plusieurs sont eux aussi visés par des procédures. Comme l'a souligné Sud-PTT dans un communiqué, «après les 27 plaintes pour "violation de domicile" (pour des interventions dans des bureaux de poste) contre Gaël, Xavier Chiarelli et Brahim Ibrahim; après l'audience devant le Conseil d'État concernant Yann Le Merrer, révoqué pour son activité syndicale (essentiellement pour des prises de parole non autorisées), c'est à la mise en place d'un véritable système visant à briser toute contestation à laquelle on assiste. Et pas seulement dans les Hauts-de-Seine ou à La Poste. Si un tel enchaînement de jurisprudences était confirmé, ce sont les libertés démocratiques élémentaires, pour celles et ceux qui contestent les politiques gouvernementales et patronales, qui s'en trouveraient sérieusement remises en cause.» Dans le contexte global de répression massive de la contestation sociale, et dans celui, particulier, du vaste mouvement d'opposition à la contre-réforme des retraites, une telle condamnation se veut un avertissement à tous ceux et toutes celles qui refusent de se résigner et de baisser les yeux. Le NPA condamne ce verdict lamentable et apporte toute sa solidarité à Gaël, qui a fait appel de cette condamnation. Nous continuerons d'être à ses côtés et, au-delà, de soutenir les victimes de la répression policière et judiciaire tous azimuts. On ne nous empêchera pas de revendiquer ni de manifester!

Correspondant

## MIGRANT-E-S 18 décembre: trêve ou marche!

La Journée internationale des migrantEs s'est tenue, en plein mouvement de grève.

D'est en ouest et du nord au sud, de Rouen, Caen, Le Havre à Grenoble, Annecy ou Nice, de Quimper ou Lannion à Strasbourg, Nancy ou Lons-le-Saunier, de Beauvais, Amiens à Montpellier, Perpignan, Bayonne mais aussi à Limoges, Poitiers, Le Mans ou Clermont-Ferrand, Moulins, Montauban et Valence, de cent à plusieurs centaines de manifestantEs ont défilé dans les centres villes, rendant hommage aux victimes des frontières et criant leur rage et leur détermination. À Foix près de 500 personnes ont manifesté, 300 à Perpignan, 1000 à Rennes et plusieurs milliers à Paris.

### Appels dans plus de 50 villes

Signe d'une avancée vers un mouvement coordonné, des appels à manifester avaient été recensés en amont dans plus de 50 villes sous un même mot d'ordre: «Égaux, égales, personne n'est illégal» et avec les mêmes revendications: la liberté de circulation, la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention.

Autre avancée, la présence de sans-papiers et migrantEs s'est propagée dans de nombreuses villes avec même des cortèges de femmes exilées et du syndicat des travailleurs sans-papiers en tête à Rennes. À Grenoble la manifestation a eu lieu l'après-midi pour impliquer un collectif de jeunes migrantEs et des associations de quartier populaire.

Comme l'an dernier l'appel était lancé par des collectifs de sans-papiers, des syndicats et de nombreux collectifs locaux et associations. À Montpellier, Extinction Rebellion a bloqué la mappemonde de la place de la Comédie tandis qu'un die-in géant était organisé. Sur Paris les appels à manifester relayés dans des assemblées



NPA

de grévistes dans le 18<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> arrondissement ont été ovationnés.

### Pas d'impact du mouvement?

Pour autant, à part exception comme à Foix ou Perpignan, la participation aux manifestations a été plus faible que l'an dernier. Surtout dans les grandes villes. Pire, à notre connaissance il n'y a pas eu du tout de manifestation dans des villes comme Marseille, Lyon, Lille ou Nantes tandis que des rassemblements symboliques avaient lieu à Bordeaux ou Toulouse. CertainEs avancent l'argument du mouvement actuel et des grèves pour le justifier. Il est évident que, techniquement, la grève des transports dans certaines grandes agglomérations, comme à Paris, peut expliquer qu'une partie des manifestantEs de l'an dernier n'ont pas pu facilement se déplacer jusqu'au lieu de manifestation.

Il n'en reste pas moins que c'est un argument étrange. Nous plaitions plus souvent l'inverse: la grève et les luttes en général créent des dynamiques de politisation, de prise de conscience

et de confiance qui ouvrent à des généralisations. En bref le mouvement actuel devrait plutôt être un atout, compensant largement les obstacles techniques créés par la grève. D'ailleurs l'an dernier les manifestations de Gilets jaunes, bien qu'à leur début, avaient été un des ressorts à la mobilisation du 18 décembre.

### Lutte politique ou lutte par étape

Il nous semble plutôt que cela ouvre un débat de grande importance pour le mouvement actuel. Beaucoup de militantEs politiques, y compris parmi celles et ceux qui se disent révolutionnaires, argumentent actuellement sur l'idée que le mouvement doit se focaliser sur la question des retraites, les autres luttes étant des diversions. «Nous avons besoin d'une victoire» est le grand argument. Mais sera-t-il possible d'obtenir une victoire contre un pouvoir qui veut casser toute solidarité de classe sans armer celles et ceux qui luttent d'une conscience de classe de base? Et cette conscience

de classe ne se construit pas uniquement sur la base du conflit économique. Son niveau le plus clair est politique: quand des hommes luttent pour les droits des femmes, des blancs pour ceux des noirs, des FrançaisEs pour ceux des immigréEs. Cela ne se proclame pas ni ne se fait en un jour, une lutte. Mais chaque pas fait en ce sens renforce tout le mouvement. Tout refus d'avancer en ce sens ne fait que préparer le trou dans lequel le pouvoir plongera demain le mouvement.

La Journée internationale des migrantEs s'est tenue, en plein mouvement de grève. La situation faite aux migrantEs montre l'abjection des appels que fait le pouvoir à toutes celles et ceux qui luttent à faire trêve. Alors qu'il continue de nous canarder. Alors que la machine à broyer les migrantEs tourne à plein. Entre marche ou trêve, grévistes, migrantEs et sans-papiers ont choisi de continuer de marcher. Le 17 ET le 18 décembre comme le dit un tract du NPA de Rennes. Le mouvement continue, fait ses expériences, avance et parfois recule. C'est seulement ainsi qu'il peut apprendre à se mettre en mesure de tout renverser et tout changer.

Denis Godard



## SNCF-RATP Une grève sous le signe de l'écologie!

Le service public du rail, une alternative à la voiture.

La grève des agentEs du transport ferré débutée le 5 décembre a certes eu pour déclencheur le projet de remise en cause des retraites. Mais si elle est aussi longue et déterminée, c'est que les agentEs de ces deux services publics vivent et constatent depuis longtemps une dégradation et une remise en cause du transport ferré. Les droits de retrait à la suite de l'accident ferroviaire du 19 octobre, les grèves sans préavis du Technicentre de Châtillon le 21 octobre, du Landy et de Lyon début novembre étaient les signes annonciateurs d'un attachement profond de la base des cheminotEs à leur mission de transport en toute sécurité.

### Dégradation régulière des transports ferrés

Et ils et elles ne sont pas les seulEs à être exaspérés. La dégradation régulière des transports ferrés a des effets sur l'ensemble de la population.



C'est ce que dénonçait, en 2018, la FNAUT (Fédération nationale des associations d'usagers des transports) Auvergne-Rhône-Alpes: «Les investissements sur les infrastructures sont nettement insuffisants [...] La qualité de service de la SNCF est trop médiocre. Encore vendredi dernier, les usagers vers la ligne de Bourgoin et Grenoble qui rentraient le soir après leur travail ont subi 3h15 de retard pour un train en panne!

Trop de trains sont surchargés car la Région manque de rames. Il n'y a pas assez de rames pour assurer concomitamment les trains, effectuer la maintenance et les réparations alors que le trafic augmente. [...] Autres motifs de colère: la fermeture de guichets ou de gares, ou des travaux pour maintenir certaines petites lignes accusés d'avancer "à l'allure d'un escargot". Deux lignes ont par ailleurs été fermées: Saint-Claude-Oyonnax et Clermont-Ferrand-Saint-Étienne. Des fermetures que la Fnaut met en parallèle avec les travaux autoroutiers qui représentent plusieurs centaines de millions d'euros d'investissement. [...] La FNAUT Auvergne-Rhône-Alpes demande à la Région de prendre conscience de l'urgence climatique et de changer radicalement de politique en sollicitant l'État et la SNCF», concluent ainsi les usagerEs courroucés.

### Augmentation importante de l'usage de la voiture

Ainsi, en Auvergne-Rhône-Alpes, région asphyxiée par la voiture, il n'est pas surprenant que les associations d'usagerEs réclament

le développement du rail et des moyens financiers. Le transport routier y représente 54% des émissions d'oxyde d'azote, 17% des émissions de particules et 35% des émissions de gaz à effet de serre<sup>1</sup>. Le trafic de l'autoroute A7 n'explique pas tout. En province la disparition des transports collectifs a pour effet une augmentation importante de l'usage individuel de la voiture pour le travail comme pour les loisirs. Pour les cheminotEs en grève, il est urgent de recréer la Société nationale des chemins de fer français! Suppression de postes, absence d'investissement dans l'entretien des voies et des matériels, fermeture de lignes, privatisation des TER et bientôt des grandes lignes, management agressif avec de nombreux suicides d'agentEs, prix du billet inabordable: voilà, au-delà des retraites, les raisons de cette grève. Et voilà pourquoi ils et elles ont besoin du soutien de toute la population. Fin du monde et fins de mois, une même lutte!

Commission nationale écologie

1 - <https://www.atmo-auvergnehonealpes.fr/article/mes-deplacements>

## ITALIE Retour sur le mouvement des « sardines »

La situation politique italienne est marquée par un mouvement nouveau et particulier, celui des « sardines », qui a vu descendre dans la rue, au total, plusieurs centaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, et qui a culminé lors de la grande manifestation de Rome du 14 décembre.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut prendre en compte deux éléments : d'une part, l'importance et le côté positif de ces manifestations sociales contre le fascisme et le racisme malgré le caractère général des revendications et, d'autre part, les buts visés par les initiateurs de ce mouvement, liés au Parti démocrate et soutenus par un journal comme *la Repubblica*, et la façon dont ils le gèrent.

### Degré de politisation faible

Ce n'est pas par hasard si ce mouvement est né à Bologne, en Émilie-Romagne, région gouvernée depuis l'après-guerre par le PCI puis par les différentes combinaisons politiques de centre-gauche. Dans cette région, le 26 janvier, on votera pour l'élection du Conseil régional et de son président et, pour la première fois, les partis de droite, la Ligue de Salvini en tête, peuvent gagner, ce qui signifierait la défaite du Parti démocrate et probablement la chute du gouvernement Conte 2, dirigé par le Parti démocrate et le Mouvement 5 étoiles. On voit bien pourquoi le Parti démocrate accorde autant d'intérêt au mouvement des sardines.

Mais il n'en demeure pas moins qu'à Rome, comme lors des autres occupations de places par les sardines, nous avons assisté à une réaction positive et massive contre la montée du racisme, du poison réactionnaire et du nationalisme souverainiste de Salvini et de la droite, dans la société et les institutions, et les jeunes ont été en première ligne.

Le degré de politisation de ce mouvement est encore faible, et ses organisateurs cherchent



volontairement à le maintenir à un niveau de critique générale et superficielle des accents de haine et d'inhumanité des droites réactionnaires, de défense du cadre démocratique constitutionnel, c'est-à-dire une bataille menée au simple niveau de l'opinion publique (ce n'est pas par hasard qu'il ne s'agit pas de défilés mais seulement de rassemblements de quelques heures sur les places, avec de la musique et des interventions générales depuis des tribunes). On n'avance pas d'objectifs clairs et on ne propose pas non plus – et encore moins – des lieux de discussion et d'approfondissement d'une plateforme revendicative qui pourrait mettre en difficulté le gouvernement Conte bis qui,

sur la plupart des sujets, reste dans la continuité des politiques du premier gouvernement Conte, soutenu par la Ligue de Salvini.

### Radicaliser les exigences

La Parti démocrate craint en fait une radicalisation des mots d'ordre et une critique des politiques néolibérales d'austérité qu'il a lui-même menées et qui ont provoqué le malaise social qui a permis aux différentes droites de se développer. Le groupe des organisateurs bolonais agit de façon cohérente par rapport à cette exigence. Sa verticalité extrême n'est donc pas un élément anecdotique, elle répond à une logique et à un choix précis : empêcher que des lieux de discussions et de débat, publics, ouverts

et démocratiques, favorisent la confrontation entre des idées et des positions politiques différentes, qui correspondent aussi à des intérêts sociaux différents.

Pendant ces mêmes semaines, la gauche de classe et anticapitaliste (Sinistra Anticapitalista a joué un rôle important) a cherché à ouvrir une nouvelle voie à l'unité d'action, à partir d'une assemblée nationale qui s'est tenue le 7 décembre à Rome (environ 400 personnes) à laquelle ont participé sept ou huit organisations nationales et une vingtaine de collectifs locaux. Elle a défini une plateforme commune de lutte sociale, comme base de travail pour les prochains mois : contre les dépenses et les politiques militaires, pour l'emploi (réduction d'horaires sans baisse des salaires, nationalisation des grandes entreprises et des usines qui licencient et restructurent, suppression des décrets-sécurité, abrogation de la contre-réforme Fornero sur les retraites).

Cette gauche de classe devra essayer de mener à la fois la bataille pour les objectifs sociaux et celle pour les objectifs démocratiques, en cherchant à relancer une mobilisation des classes laborieuses tout en se mettant en symbiose avec les sentiments démocratiques qui ont massivement animé les places lors des rassemblements des sardines ; il s'agit d'essayer de radicaliser leurs exigences en favorisant la construction d'une grande lutte sociale contre les droites mais aussi contre les politiques libérales d'austérité et contre toutes les forces politiques qui, hier comme aujourd'hui, s'en font les porteuses. **Franco Turigliatto, traduit de l'italien par Bernard Chamayou**



## Le monde en bref

**Haïti. Exploitation sexuelle à grande échelle par les casques bleus.** Dans une étude publiée le 11 décembre, les chercheuses Sabine Lee et Susan Bartels jettent une lumière crue sur la réalité de l'exploitation sexuelle des populations locales par les casques bleus entre 2004 et 2017, missionnés dans le cadre de la Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti). Titrée « *Ils te mettent quelques pièces dans la main pour te planter un bébé dans le ventre* », cette étude établit qu'un système d'exploitation sexuelle et de viols à grande échelle a existé à Haïti, impliquant des milliers de femmes, dont les plus jeunes avaient 11 ans. Au moins 265 enfants sont nés de ces abus, sumommés les « petits Minustah », et abandonnés avec leurs mères lors du départ des casques bleus en 2017. Des cas de prostitution forcée et de viols, impliquant parfois des enfants, avaient déjà été établis. C'est ainsi qu'en 2007, près de 150 soldats sri-lankais avaient été renvoyés d'Haïti suite à la révélation de l'existence d'un réseau de prostitution infantile, sans toutefois être inquiétés, ni par l'ONU ni par la justice du Sri Lanka. On se souvient également du scandale qui a touché l'an dernier l'ONG Oxfam, concernant là encore des abus sexuels, qui avait débouché sur le renvoi ou la démission de sept salariés de l'ONG. Ce qui frappe dans l'étude publiée cette année, c'est l'ampleur du phénomène, qui confirme les violences dont se rendent coupables les soldats, quels que soient la couleur de leur casque et le pays dans lequel ils interviennent. Comme l'a expliqué Susan Bartels à *Libération* (21 décembre), « *face à un soldat qui a de l'argent, des ressources, et une arme, il y a tout de suite une relation de pouvoir qui s'installe. Il est très difficile de parler de consentement quand les jeunes filles et femmes ont des relations sexuelles pour leur survie.* »

**Inde. La mobilisation contre la loi anti-musulmanEs continue.** Nous publions des extraits d'un texte mis en ligne par le média militant indien *GroundXero*, traduit par *Contretemps-web*. Ces derniers jours, le pays a connu une série d'événements sans précédent – l'adoption du projet de loi modifiant la loi sur la citoyenneté (CAB) par les deux chambres du Parlement, qui transforme officiellement le pays en une *Rashtra* (nation) hindoue, rend la discrimination contre les musulmans légale, et donc divise selon des lignes communautaires une nation déjà blessée, dont l'économie est chancelante, où le salut paraît déjà hors de portée.

Les manifestations organisées par les étudiants de l'Aligarh Muslim University (AMU) et de Jamia Millia Islamia University (JMIU), les deux principales universités minoritaires du pays, ont été sources d'inspiration. En représailles, l'État a déchaîné une violence sans précédent contre ces deux institutions. À Jamia, les examens ont été reportés et l'université a été fermée prématurément. La police s'est introduite dans les résidences étudiantes et dans les bibliothèques, tirant des grenades lacrymogènes, traînant et battant des étudiants. Des témoins oculaires affirment sur les réseaux sociaux que l'université et le quartier environnant de Jamia Nagar ont été transformés en zones de guerre. Des vidéos et des photographies montrent la police de Delhi mettant le feu à des bus, avant d'en rejeter la faute sur les étudiants. C'est là quelque chose d'inédit, l'irruption violente de la police dans les universités du cœur de la capitale du pays pour réprimer les étudiants en lutte. Inutile de dire que c'est la pire version du terrorisme d'État à l'encontre des étudiants. Il faut que celles et ceux d'entre nous qui croient en la démocratie, en la pluralité, en l'égalité des droits de toutes les communautés et au droit de protester, soient dans la rue. Ce n'est pas le combat des seules communautés musulmanes. C'est impossible. Le temps est venu de s'unir et de résister à cet assaut fasciste.

1 – Version complète sur <http://www.contretemps.eu/inde-loi-citoyennete/>



Auparavant en novembre, le comité de groupe européen de PSA, qui réunit des représentants syndicaux des pays où PSA dispose de filiales, avait à la majorité donné un « avis favorable ». Seule la CGT y a donné un « avis défavorable », les salariéEs ne devant pas faire « *les frais de cette fusion en supportant les coûts de cette opération financière motivée avant tout pour les actionnaires des deux groupes* ». Le syndicat allemand « IG Metall », averti de ce que signifie une « restructuration Tavares » (PDG de PSA) avec les conséquences du rachat d'Opel, s'est abstenu.

### 400 000 salariéEs réunis

La nouvelle entité, dont le siège sera installé pour privilèges fiscaux aux Pays-Bas, disposera de 147 usines, 102 de Fiat-Chrysler et 45 de PSA. Elle devrait produire près de 9 millions de véhicules, vendus principalement en Amérique du Nord et en Amérique latine grâce à FCA, en Europe élargie grâce à PSA et Fiat. La nécessaire solidarité entre travailleurs de cette nouvelle entité est une tâche devant nous, en sachant qu'aujourd'hui c'est le patronat mondialisé qui a un temps d'avance, jouant sur la concurrence et les réflexes de défense « nationale » des emplois. Cette fusion intervient au moment où l'industrie automobile mondiale est confrontée à une nouvelle

## PSA-FIAT-CHRYSLER Une méga fusion pour produire 9 millions de bagnoles !

Tout roule ! Le protocole d'accord entre PSA et FCA (Fiat Chrysler automobile) a été ratifié mercredi 18 décembre par le conseil d'administration de PSA.



récession, à l'urgence de la crise climatique, et à l'électrification des automobiles qui va entraîner en Europe de nouveaux et coûteux investissements. Décidément, les promesses de maintien des emplois et des usines n'engagent que ceux qui y croient. On avait entendu ces mêmes promesses lors du rachat d'Opel-Vauxhall par PSA en 2017. Le résultat a été la suppression de près de 4 000 emplois sur un effectif total de 33 000 en Allemagne, et la liquidation

de l'essentiel des activités de recherche développement.

### Des milliards d'euros de primes pour les actionnaires

Les actionnaires de Fiat vont recevoir une « prime » de 5,5 milliards d'euros, et ceux de PSA 2,7 milliards d'euros, résultat de la vente de Faurecia. Les deux familles Agnelli et Peugeot ont chacune leur fonds d'investissement, FPP pour Peugeot et Exor pour Fiat, et sont directement bénéficiaires de ces primes.

Le plus probable est que l'une et l'autre profitent de ce pactole pour poursuivre leur diversification hors automobile. Aujourd'hui la fortune de la famille Peugeot n'est investie qu'à hauteur 36% chez PSA, tout le reste dans d'autres secteurs de l'économie ou de la spéculation. La famille Peugeot était plutôt discrète depuis la déconfiture de PSA, renfloué dans l'urgence par l'État français et le chinois Dongfeng ! Aujourd'hui, par ses déclarations publiques, elle signifie qu'elle est bien à la manœuvre derrière cette fusion. Et maintenant que PSA est redevenu très profitable à coups de suppressions d'emplois, d'intensification du travail et de blocage des salaires, elle affirme envisager d'accroître sa participation au capital de la nouvelle entité. Un cynisme rapace sans limites ! Et pendant ce temps-là les « affaires » continuent dans les usines PSA. L'obsessionnel Tavares ne lâche pas la pression : salaires bloqués, intérimaires virés, emplois menacés.

Jean Claude Vessillier



## UNE SÉLECTION DE LIVRES À (S')OFFRIR

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris – Tél. : 0149 28 52 44 – Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

### ESSAI

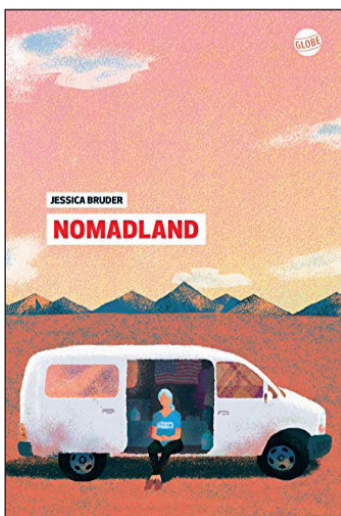
## Nomadland, de Jessica Bruder

Éditions Globe, 320 pages, 22 euros.

Dans les États-Unis de Donald Trump, des retraités vivent dans des camping-cars, des camionnettes, des vans ou des fourgons aménagés. Issus de la classe moyenne voire de la petite-bourgeoisie, ils ont vu leurs retraites partir en fumée avec la crise des subprimes. Leurs économies ayant disparu, ces derniers n'ont eu pour seule solution que d'emménager dans ces « maisons sur roues ».

### Main-d'œuvre très recherchée

Depuis, ces retraités ruinés vivent sur la route, et traversant le pays, ils sont devenus une main-d'œuvre très recherchée pour le travail temporaire. On les retrouve l'été dans les parcs nationaux pour entretenir les campings, à l'automne dans les récoltes, à l'époque des fêtes chez Amazon. L'autrice nous montre d'ailleurs que l'embauche de cette



main-d'œuvre peu revendicative fait même l'objet d'un programme spécial de recrutement par Amazon, la « Camperforce ». La journaliste, qui a vécu au côté de ces nouveaux « hobos », nous fait partir à la rencontre de cette communauté, de ses cadres de socialisation, de ses rêves et de

ses règles ; mais aussi des contradictions qui la traversent. Au pays de l'American Dream, que reste-t-il quand on a tout perdu ? Jessica Bruder n'oublie pas non plus de rappeler comment le démantèlement du système des retraites a pu engendrer des situations comme celles qui sont présentées dans son enquête. À l'heure où Macron et son gouvernement se préparent à attaquer nos retraites, ce livre peut nous éclairer sur l'après... *Nomadland* est un livre-enquête qu'on peut lire en parallèle de *Janesville – Une histoire américaine*, d'Amy Goldstein, sur les conséquences de la fermeture de l'usine GM de Janesville dans le Wisconsin, et de *Heartland – Au cœur de la pauvreté dans le pays le plus riche du monde*, de Sarah Smarsh, pour comprendre et analyser la situation des classes populaires blanches étatsuniennes avant la présidentielle de 2020. **Sally Brina**

### BANDE DESSINÉE

## Putain d'usine, la totale

Jean-Pierre Levaray (auteur) et Efix (dessinateur), éditions Petit à petit, 432 pages, 30 euros.

Le 4 octobre 2019, l'impressionnante intégrale de *Putain d'usine*, une bande dessinée sur les ouvriers des usines pétrochimiques en banlieue rouennaise, paraissait chez un éditeur normand. Une semaine plus tôt, l'usine Lubrizol, toute proche et comparable en tout point à celle d'une filiale de Total où a travaillé pendant 30 ans le romancier et militant CGT, était en feu, avec des conséquences sanitaires que l'on ne calcule pas encore vraiment.

### La vie difficile des ouvrierEs

À l'origine, un roman de Jean-Pierre Levaray qui raconte la vie difficile des ouvrierEs d'une usine pétrochimique rouennaise à risque Seveso. L'auteur, anarchiste et dirigeant intermédiaire de la CGT

(membre du CCE de la filiale de Total) n'y parle pas « *que de l'usine. Il fait vivre tout un monde trop rarement représenté, il peint l'ambiance, le réfectoire, l'activité syndicale, la lassitude et l'usure, les maladies professionnelles, leurs souffrances et leurs morts, la colère et les petits plaisirs* »<sup>1</sup> souvent alcoolisés.

La BD de Efix, librement adaptée du roman et des nouvelles de Levaray, est plus précise sur les luttes de l'usine qui connaît régulièrement des plans de suppressions d'emplois et des grèves sauvages non contrôlées par l'appareil syndical, où la colère des salariéEs peut s'exprimer, parfois violemment mais sans doute pas assez.

Le dessinateur Efix, plus habitué à dessiner des personnages et des situations plus attrayantes, a mis



des années avant de trouver le bon ton et le bon trait pour représenter l'usine, le monde salarié, la banlieue. Au crayon, à l'encre, à la craie ou au fusain, il a pu enfin broyer du noir comme les « héros » de cette BD, et nous faire imaginer les fumées et étincelles de l'usine. Une belle performance à faire connaître de toute urgence.

### SC

1 – Christine Poupin, recension de *Je vous écris de l'usine*, *L'Anticapitaliste* n°332 (14 avril 2016).

### ESSAI

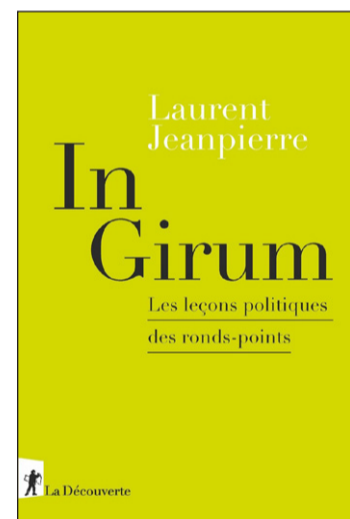
## In girum : leçons politiques des ronds-points, de Laurent Jeanpierre

La Découverte, 192 pages, 12 euros.

Laurent Jeanpierre est professeur de science politique à l'université Paris 8. Dans cet essai court, documenté et d'une lecture agréable, il offre une analyse, « à chaud », du mouvement des Gilets jaunes. Sa démarche se caractérise par un savant dosage entre érudition et modestie face à une mobilisation qui a surpris tout le monde, y compris les chercheurs et les spécialistes des mouvements sociaux.

### « Les moments d'effervescence sont aussi des moments de mélange »

Sur la mobilisation elle-même, et notamment son caractère hétérogène, voire confus, qui a conduit d'aucuns, du côté du pouvoir comme de certaines franges de la gauche radicale, à la traiter par le mépris, Laurent Jeanpierre rappelle ainsi que « *l'impureté et la diversité idéologiques de la protestation ne peuvent être un motif d'originalité ou de surprise que si l'on considère*



*l'homogénéité des convictions politiques comme la norme des luttes sociales, [alors que] l'enquête sur les conjonctures critiques ou révolutionnaires montre pourtant qu'il n'en est rien : les moments d'effervescence sont aussi des moments de mélange, voire de confusion* ».

### « Ne plus avoir honte de leur condition »

Autre aspect du livre, l'appréhension du mouvement des Gilets jaunes comme celui de l'affirmation d'un « nous » populaire, du surgissement sur la scène politique et sociale de fractions de classe longtemps délaissées, est elle aussi particulièrement percutante. Laurent Jeanpierre s'attache à démontrer que cette affirmation a participé d'une rupture de l'isolement d'individus souvent atomisés, avec un rôle central des cabanes et des ronds-points. Enquêtes et témoignages à l'appui, Laurent Jeanpierre donne à voir ce processus peu médiatisé par lequel, loin des « manifs du samedi », des dizaines de milliers de personnes ont « fait de la politique » et reconstruit des liens de solidarité et une identité collective mis à mal par des décennies de néolibéralisme et de relégation.

**Julien Salingue**

### BANDE DESSINÉE

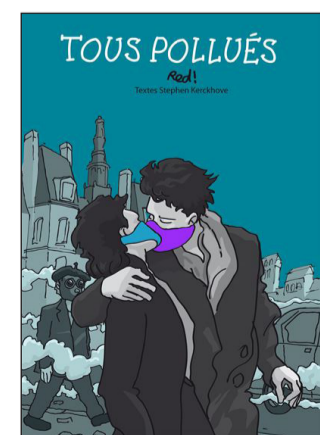
## Tous pollués !

Illustrations : Red ! Textes de Stephen Kerckhove. Le Passager clandestin, 64 pages, 7 euros.

Triste constat d'une triste période au cours de laquelle le prétexte d'une croissance « à l'infini » a permis le pillage des ressources naturelles. Bien sûr, la rengaine est connue et les cris d'alarme de nombreux scientifiques passent, dans certains pays, pour de simples cris d'orfraie, quand ils ne sont pas accusés de propager des idées « gauchistes » comme l'a affirmé le nouveau président du Brésil qui avait refusé d'accueillir pas la COP25, pourtant peu contraignante...

### Déconstruction du discours productiviste dominant

Mais marchands de doutes, décideurs économiques et



lobbyistes industriels continuent de défendre un mode de vie absurde, fondé sur la

prédation compétitive, le spectacle permanent et la fabrique généralisée du consentement et de la consommation. C'est pourquoi il est utile de se doter d'outils d'information, et donc de déconstruction du discours dominant, comme ce petit recueil qui fait le point sur les thèmes environnementaux au sens politique du terme... Stephen Kerckhove, délégué général d'Agir pour l'environnement, y fait le sinistre inventaire des diverses pollutions, de la malbouffe aux déchets plastiques, des OGM à l'élevage industriel, du paysage à la pub et tutti quanti... Et les illustrations de Red !, qui détourne allégrement de célèbres œuvres d'art, la *Joconde*, les *Glaneuses* ou le *Penseur*, viennent rappeler utilement que l'humour est une arme, non létale elle ! À lire en écoutant *Animals* de Pink Floyd. **Arnaud de Montjoye**

ESSAI

## Cœur de boxeur, d'Antoine Peillon

Éditions les Liens qui libèrent, 192 pages, 14 euros.

Lorsque l'histoire du mouvement des Gilets jaunes sera écrite, nul doute que, parmi les « figures » de la mobilisation, le boxeur Christophe Dettinger figurera en bonne place. C'est ce qu'a compris le journaliste Antoine Peillon qui, dans cet essai publié aux éditions les Liens qui libèrent, brosse un portrait politique de Dettinger, étudié comme un symbole du mouvement des Gilets jaunes.

«Un symbole politique de la révolte contre les violences policières»

Le livre d'Antoine Peillon n'est pas une biographie mais, sous la forme d'une adresse à Christophe Dettinger, une belle déclaration à un homme et, à travers lui, une mobilisation. Si l'auteur, journaliste à *la Croix*, se défend de faire une



du 5 janvier à Paris, Acte 8 du mouvement des Gilets jaunes. Empathie à l'égard d'un manifestant qui, outré par les violences policières, a décidé non seulement de se défendre mais de rendre les coups. Il faut le dire, le style est parfois un peu grandiloquent, mais l'ensemble constitue un bel ouvrage, un bel hommage à un homme victime d'une véritable vengeance d'État et, en creux, un portrait particulièrement virulent de la Macronie, du président et de ses sbires, de leur cynisme, de leur violence, de leur indignité. Un hommage aussi à toutes les victimes des violences policières, blessés, mutilés, et dont le seul tort est d'avoir voulu, dans un pays dit démocratique, faire entendre leur colère face aux injustices et revendiquer une vie meilleure. **J.S.**

apologie de la violence, il fait le choix de l'empathie à l'égard de celui qui s'en est pris physiquement à plusieurs membres des forces de répression lors de la manifestation

ROMAN

## À la ligne, de Joseph Ponthus

Éditions la Table ronde, 266 pages, 18 euros.

Éducateur spécialisé au chômage, ancien étudiant révolté, Joseph Ponthus se définit lui-même comme « petit anarchiste de godille ». Il précise que ce n'est pas pour « préparer la révolution » qu'il travaille dans les usines agroalimentaires bretonnes, et ses réflexions sur la vie d'un travailleur intérimaire alimentent un livre en vers libres ; une sorte de poème en prose dépourvu de perspectives politiques. La puissance et l'originalité de l'objet tiennent au fait que l'auteur ne se situe pas en extériorité des univers usiniers décrits : « *Je préfère que tu saches mon quotidien plutôt*

*que tu sois dans l'imagination de la douleur.* »

« Les ongles ont débarqué »

La description dénonciatrice de l'usine est violente. Outre le sang des bêtes qui se répand et les carapaces de crustacés qui s'enfilent dans les doigts, les collectifs de travail, qui se constituent en permanence, sont éclatés et divisés. Par les statuts mais aussi le sexisme. Les intérimaires asservis à des changements de postes, des bouleversements d'horaires fréquents détruisant les formes de solidarité et de vies collectives. Au niveau productif, la diversité des outils et des tâches est saisissante.

L'individu est submergé dans un espace qui le dépasse. L'ouvrage réussit à donner chair aux chaînes. Lieux de la souffrance comme de la vengeance. Les blessures incurables sont présentes ; pas le misérabilisme. L'activité physique permanente libère l'auteur de crises d'angoisses et autres traitements médicamenteux. Et puis pouvoir dérober crabes, homards et langoustes au patron n'est pas l'aspect le moins stimulant de ces industries. Le chant y existe. C'est son absence qui déroge à la norme. À la fierté des salariés d'être debout, le récit s'enrichit des rires et des sourires. **Kris Miclos**

ROMAN

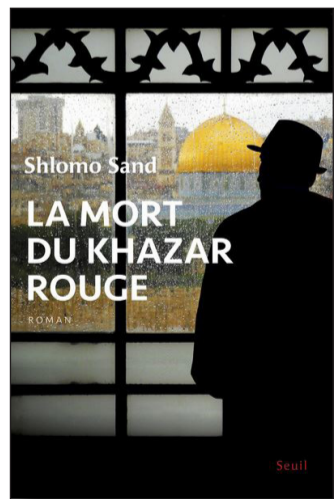
## La mort du Khazar rouge, de Shlomo Sand

Seuil, Paris, 384 pages, 21 euros.

Shlomo Sand est un historien de gauche israélien bien connu pour son ouvrage phare, *Comment le peuple juif fut inventé* (Fayard, 2008), qui remet en cause la légende du peuple juif qui aurait été chassé de sa terre de Palestine et serait revenu reprendre possession de ce qui lui appartenait, d'après la mythologie sioniste. Une légende qui sert les intérêts de la colonisation au détriment des Palestiniens. Son dernier ouvrage est un roman policier, *la Mort du khazar rouge*, qui lui permet de poursuivre son œuvre d'historien, « sans notes de bas de page », plaisante-t-il. L'intrigue ? De mystérieux assassinats, à 20 ans d'intervalle, d'intellectuels universitaires, ayant comme trait commun d'être homosexuels et persuadés que le peuple juif n'est qu'un mythe inventé pour les besoins de la conquête de la terre d'Israël au détriment des populations pré-existantes. Bien sûr, ces thèses ne plaisent pas à tout le monde, c'est le moins que l'on puisse dire.

« Petit détective arabe »

Cela permet à l'auteur d'étriller gaiement le milieu universitaire, timoré, dévoré par les rivalités et la course aux récompenses académiques. La police, et notamment le shabak, service de sécurité intérieure israélien, est éreintée. Il dénonce la répression contre les Palestiniens, en profite pour décrire les problèmes rencontrés par les homosexuels dans cet État profondément religieux. Dénoncée aussi l'internationale d'extrême droite, de Paris à Tel-Aviv notamment. L'inspecteur de police qui mène l'enquête est un excellent enquêteur, mais avec un petit bémol : il est arabe, et ne pourra donc jamais gravir tous les échelons, ce qui fait dire à l'auteur : « *D'aucuns ne comprenaient pas comment un "petit" détective arabe pouvait avoir un si "gros" cerveau juif.* » Mais sa grande idée, qui transparait tout au long de l'ouvrage, reste cette mise en pièces du mythe fondateur de l'État d'Israël, celui d'un seul peuple juif. Les découvertes



historiques contredisent la possibilité d'un grand exode au 13<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Pour les sionistes, il faut que les juifs soient les descendants du royaume de David et non les héritiers de guerriers berbères ou de cavaliers khazars. Ce qui est pourtant la réalité, car l'auteur explique que la religion juive, prosélyte, a converti de nombreuses tribus à travers le monde, dont la terre n'était certainement pas Israël. L'auteur se moque du fait que ce que l'on appelle « la tour de David » à Jérusalem, n'a pas été construite par le roi Salomon, mais par le sultan ottoman Soliman 1<sup>er</sup> au 16<sup>e</sup> siècle ! Un ouvrage qui se lit avec délectation. **Régine Vinon**

ROMAN

## Avant que j'oublie, d'Anne Pauly

Éditions Verdier, 144 pages, 14 euros.

Un titre qui refuse autant qu'il annonce la furieuse nécessité de l'oubli... comme dans tout deuil. Le père de la narratrice, Anne, vient de mourir dans un hôpital de banlieue. À travers l'inventaire des petites choses du quotidien, des objets de la maison de Carrières-sous-Poissy où elle a passé son enfance, Anne dessine le portrait tout en humour, jusqu'à la dérision, de son père, sa « *racaille unijambiste* ».

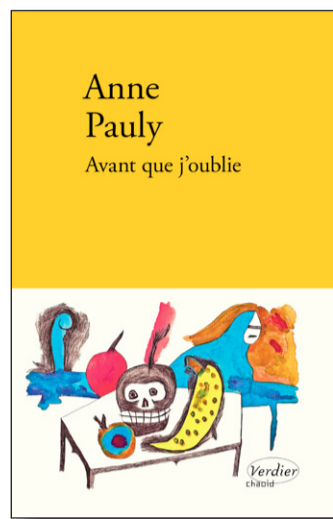
« La France de Giscard »

Chaque objet, chaque livre, chaque son de la maison évoque un souvenir. L'enfance revient. La vie de famille n'a pas été simple. Son père buvait un peu trop. Et pour la mère d'Anne, partie la première, « *la vie dure l'avait emportée sur les harmonies célestes* » de la jeunesse. Son père avait sans doute « *joué la comédie sociale de son temps* », celle de « *la France de Giscard* » où « *une bonne baffé calmait efficacement les épouses récalcitrantes* ». Anne avait vu sa « *mère en bavardage se faire maltraiter* », et « *décidé à neuf ans* » qu'elle n'aurait pas « *cette vie-là* ». Pourtant, au moment de la mort de ce « *vieux père carcasse* », Anne

flâne dans sa bibliothèque en quête de ce qu'il fut. Son père n'avait-il pas trouvé un autre refuge dans les livres et la spiritualité « *pour se venger d'une enfance de misère et d'un mépris social qu'il avait ressenti toute sa jeunesse* » ? Anne l'a pressenti ce père dégingolo et sensible, élégant et gauche en même temps. Lui qui n'avait jamais levé la main sur elle. Elle a aperçu, lorsqu'elle l'aidait à faire sa toilette, ce « *jeune homme spirituel et dégingandé coincé dans le corps du vieillard* ».

Portrait émouvant et juste d'une famille

Avec ce premier roman intimiste et drôle, Anne Pauly dresse le portrait émouvant et juste d'une famille, de ses contradictions et de nos fêlures. Et ça envoie ! Car la réconciliation – avec soi et les autres – et l'humour ne sont jamais loin... Alors, le chagrin peut éclater. La colère aussi. Elle donne l'occasion à la narratrice de s'affirmer. Ainsi, « *en plein milieu des "débats" sur le mariage pour tous, alors même qu'on se prenait des seaux de merde depuis des semaines de la part des psychiatres, des curés et des réacs de*



*tous bords, socialistes inclus* » elle s'énervait contre ceux qui trouvent « *efficace de distribuer des tracts contre l'homophobie et utile de nous expliquer à nous autres, pauvres précaires aux VAE incertaines, comment nous organiser politiquement* ». Cet esclandre militant est pour elle une « *modeste manière d'honorer la mémoire de vaincu* » de son père. Et de lui emprunter un peu de sa carcasse, à ce « *cow-boy rebelle* ». **Fabienne Dolet**

ROMAN

## Jour couché, d'Emilio Sciarino

Éditions la Brune au rouergue, 2019, 256 pages, 19,80 euros.

« Nous avons examiné votre dossier, il est magnifique. Nous cherchions justement un spécialiste en pensée critique et philosophie des lapins. Vous avez gagné votre poste à deux mille carottes par mois. Bienvenue dans l'université des lapins. » Pour savoir comment Marco en est arrivé là, il faudra lire ce roman passionnant. « *J'ai trente ans et je suis un raté* », écrit-il en guise de présentation. Ce qui suit est une satire noire de la vie s'offrant aux jeunes (sur)diplômés – la « génération précarité » à laquelle ce roman offre de drôlement cruelles « *leçons de réalité* ».



peine s'il a le temps de participer à l'étonnant mouvement « *Jour couché* » (librement inspiré de Nuit debout). Il trouve alors un emploi de « jeune homme au pair » auprès d'une famille de la grande bourgeoisie parisienne... qu'il ne peut garder qu'en répondant à

des sollicitations toujours plus extravagantes. Surqualifié pour ces emplois précaires, Marco envisage aussi d'autres options. Start-up, CAPES, écriture d'un best-seller, Air BnB : autant de possibilités de décrocher la lune, dont il ne sait pas trop s'il doit y croire. Ces affres laissent peu de place à l'amour de Marie et l'amitié de Jean, eux-mêmes consumés par la course à la réussite sociale. Le résultat est un tableau sans concession, quoique souvent comique, d'une réalité dans laquelle pourront se reconnaître de nombreux et nombreuses travailleurs, jeunes et moins jeunes. Ce réquisitoire n'épargne pas certains travers que peut engendrer l'absence de perspectives, comme le doute, l'inertie mais aussi l'arri-visme individualiste : car le rêve de « *gagner beaucoup d'argent* » apparaît en fin de compte comme une impasse sordide. **Victor Müller**

ROMAN

## Les Écœurés, de Gérard Delteil

Seuil/Roman noir, 280 pages, 18 euros.

Voilà une bonne occasion pour celles et ceux qui n'auraient pas pu côtoyer des Gilets jaunes de se plonger dans cette réalité contrastée. Ronds-points, assemblées, manifestations... Rien ne vous sera plus inconnu, ni les émotions, ni les hésitations tactiques et politiques, ni les confrontations. Et surtout on parvient à saisir un peu de l'ambiance faite de convivialité et de rudolements qui font se tisser des liens sociaux et amicaux entre des personnes que peu

de choses rapprochaient avant novembre dernier.

Mort d'une Gilet jaune

La mort d'une Gilet jaune (dommage que le bandeau de l'éditeur soit libellé « *Mort d'un Gilet jaune* » !) sur un barrage va entraîner un jeune flic, stagiaire, infiltré parmi les Gilets jaunes par le commissaire de la petite ville bretonne de Saint-Plennech, de ronds-points en assemblées et jusqu'à une manifestation devant le commissariat. Une position bien difficile à tenir quand on s'éprend

d'une militante... On lui pardonne car il fait moins de zèle à espionner les Gilets jaunes qu'à mener une double enquête avec celle sur la mort de la Gilet jaune et une éventuelle manipulation policière avec l'attaque d'un magasin de vins lors d'une manifestation. Au bout du compte, bien informé des turpitudes policières en accointance avec la sous-préfète et les « responsables » économiques de la région, le héros laissera-t-il tomber une carrière difficilement commencée ? **Robert Pelletier**

## JEUNESSE

## En grève et sur les piquets : les jeunes au côté des travailleurEs

Ces dernières semaines, à l'appel des grévistes, beaucoup de jeunes se sont rendus sur les dépôts de bus parisiens pour discuter et participer à leur blocage, malgré une répression systématique.

Ce soutien aux grévistes, le sentiment qu'ils et elles défendent non pas leurs privilèges mais bien les intérêts de touTEs n'est jamais apparu, dans les mouvements récents, aussi évident. Les semaines à venir diront si les outils que se sont donnés les jeunes jusqu'ici, cadres de rencontre et embryons de coordination, auront convaincu de la nécessité de continuer leurs efforts malgré les fêtes pour continuer à s'adresser à l'extérieur, et venir à la manifestation du 28 décembre.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

## Génération lutte hivernale

Au piquet du dépôt de Lagny, près de la porte de Vincennes, le contact est établi entre les grévistes et les lycées voisins qui ont enchaîné les blocus et les manifestations pendant deux semaines. Aux craintes de récupération qui s'expriment parfois chez les lycéenEs mobilisés, se sont succédé les preuves que ce combat ne pourra être remporté qu'en joignant toutes les forces. Leur présence visible à l'avant des cortèges où les travailleurEs sont également de plus en plus nombreux, les débuts de coordination comme à Lyon attestent de la volonté de revendiquer une présence politique au sein du mouvement.

Les jeunes qu'on entend de plus en plus dans les assemblées générales, qu'ils et elles soient lycéenEs, étudiantEs ou jeunes travailleurEs, énumèrent avec la même détermination les nombreuses raisons qui n'en finissent plus de les convaincre que c'est de tout ce système dont ils ne veulent plus.

Val Romero

## INSEE Le comité de mobilisation produit une « analyse retraites » qui démolit le projet gouvernemental

Le 9 décembre, nous avons organisé une AG à la direction générale de l'Insee (Paris) où un peu plus de 1000 agentEs travaillent, en invitant des grévistes de la RATP Montrouge, de la SNCF Châtillon et des enseignantEs. Un camarade de la RATP nous a alors suggéré de produire des documents pour combattre les fake news du gouvernement.

Le comité de mobilisation issu de l'AG, soutenu par les sections syndicales CGT, FO, et SUD, a décidé de relever le défi : nous avons réalisé un document de quatre pages sur les retraites qui ressemble à une publication de l'Insee<sup>1</sup>.

## Un document qui circule beaucoup

Notre objectif était de mettre en avant des chiffres qui permettent de comprendre la nocivité du projet gouvernemental. Nous avons



Par le comité de mobilisation de la DG de l'Insee

décidé de le présenter le 17 décembre à la quinzaine de journalistes qui venaient assister à la présentation de la note de conjoncture de l'Insee dans des locaux privés près de gare de Lyon.

Des articles de presse (*Mediapart*, *Challenges*, *l'Opinion*, *Radio France*, *Arrêt sur images*) ont parlé de notre intervention et de notre document. Celui-ci a beaucoup circulé sur les

réseaux sociaux et les retours sont très positifs. Les 19 et 20 décembre, nous avons fait circuler à l'Insee une pétition qui exige le retrait du projet gouvernemental, qui soutient la mobilisation et le document produit par le comité de mobilisation auquel participe une trentaine d'agentEs. Nous avons recueilli en deux jours 250 signatures, alors que beaucoup de collègues étaient absents. Cela nous encourage à poursuivre!

Correspondant

1 - [http://sud-dg.fr/pdf/Analyse\\_Retraites\\_Comite\\_mobilisation\\_Insee.pdf](http://sud-dg.fr/pdf/Analyse_Retraites_Comite_mobilisation_Insee.pdf)

## SNCF Pas de retrait, pas de trêve!

La réaction a été vive vendredi 20 décembre dans les AG de cheminotEs suite aux annonces d'Édouard Philippe la veille. Le gouvernement se la joue, comme disait Juppé en 1995, « droit dans ses bottes » tandis que les directions syndicales fléchissent, soit en appelant carrément à la reprise du travail comme l'UNSA, soit en renvoyant à la date lointaine du 9 janvier.

Très rapidement, beaucoup de syndicats locaux se sont désolidarisés des appels à la reprise, reflétant la pression de leur base. Les grévistes l'ont affirmé dans toutes les AG, parfois par des motions proposées par les comités de grève et adoptées largement comme à Austerlitz, gare de l'Est, gare Saint-lazare, Tours ou Lille : la grève appartient aux grévistes et pas aux dirigeants syndicaux. Et la grève dit : « Pas de retrait, pas de trêve! »

## La grève tient bon

En ce début de semaine, le slogan est devenu une réalité : la grève tient bon pendant les fêtes de fin d'année! Transilien a informé qu'il n'y aurait aucun train de banlieue dès 18h le 24 décembre. À peine plus d'un TGV sur deux ont roulé le week-end de grands départs, moins de deux sur cinq les 23 et 24 décembre. Djebbari, le ministre des Transports qui avait promis aux usagerEs que

tous les billets achetés seraient honorés, en est pour ses frais. Sur les piquets, on rappelle le pronostic d'un conseiller de Macron avant le début du conflit : « Une semaine ça va. La deuxième ça va se tendre. Au-delà, on ne tiendra pas. » On en est là. Et de fait, du côté des chefs et cadres qui remplacent les grévistes, ça craque un peu

partout... Ils sont au bout de leur vie et leurs congés approchent. Il leur a été demandé de les reporter, mais certains ont refusé. Les guichets sont saturés. Le matériel n'est pas bon et sort des ateliers avec de nombreux défauts. Le plan de transport est fait avec des rames qui font des allers-retours sans passer à la maintenance.



## RATP La grève se poursuit sans trêve

Après un 17 décembre très suivi, où les grévistes RATP ont défilé au coude à coude avec les grévistes de la SNCF, la grève est encore très forte.

Partout, on s'organise pour s'occuper pendant la trêve des confiseurs, pendant que des confiscateurs, eux, murmurent la pause de la grève. Sur tous les piquets de traminotEs, au lendemain des annonces syndicales, c'est la soupe à la grimace. Les chefs de file de l'UNSA et de la CFDT, en tête, sont allés donner du « Monsieur le Premier ministre » à Matignon et sont ressortis, de leurs dires, relativement satisfaites des concessions annoncées ; la CGT, de son côté a appelé à une manifestation pour la rentrée. Compris de tous : les dirigeants des organisations syndicales ont

sifflé la mi-temps... ou serait-ce les arrêts de jeu ?

## Convictions renforcées

Quoi de plus opposé pourtant aux efforts fournis par les grévistes pour tenter de faire vivre cette grève, pour convaincre les collègues de s'y mettre ou d'y rester ; d'inviter sur son dépôt ou de se rendre aux instances de concertation des autres secteurs en lutte? Quoi de plus contraire à l'allure qu'a aujourd'hui le mouvement avec des cheminotEs, des

traminotEs et des profs qui sont fermement engagés avec de nouveaux secteurs qui se joignent à la lutte, comme les ouvrierEs d'EDF. Comme les grévistes n'ont pas attendu les directions syndicales pour organiser cette grève, ils ne les attendront ni pour la faire durer ni pour l'étendre. Partout on prépare les temps forts. Les caisses de grève s'emplissent et les rencontres avec les autres secteurs se multiplient. Les cheminotEs et les traminotEs continuent de se retrouver pour construire leurs grèves. Aujourd'hui on ne s'offusque ni ne se blesse des propositions de report aux calendes grecques de la prochaine manifestation : on en prépare une autre, plus proche. Qu'il faille suspendre le mouvement pour permettre aux ParisienEs de se mouvoir alors même que la capitale se désemplit

## Construire une coordination

Toute la com' du gouvernement et de la direction de la SNCF n'y peut rien : quand les cheminotEs font grève, les trains ne roulent pas. Alors on bricole des alternatives, comme ce décret gouvernemental signé le 17 décembre qui autorise une dérogation aux règles de temps de travail dans le transport routier de voyageurs. Et hop! Par une signature du Premier ministre, tout un secteur voit son temps de travail journalier augmenter (la preuve que ce serait facile à faire dans l'autre sens!), au mépris de la sécurité. Mais ni Macron ni les cars du même nom ne briseront la grève! Au contraire.

Si la date du 9 janvier est dénoncée comme lointaine dans les AG, cela n'a pas créé de réactions de démoralisation mais plutôt attiré l'attention des grévistes sur le fait que les directions syndicales sont capables de prendre des décisions qui nuisent au mouvement sans les consulter. Une expérience qui renforce l'idée qu'une coordination est nécessaire, afin que les grévistes, syndiqués et non syndiqués, dirigent leur lutte de la base au sommet. En région parisienne, une rencontre RATP/SNCF a réuni presque 100 grévistes vendredi dernier de différents dépôts et gares. Un premier pas à renforcer dans la semaine qui vient pour construire une véritable coordination.

Correspondants SNCF



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB



## EDF Mobilisation et bataille de l'opinion

Alors que la grève dans les transports publics, à la SNCF, à la RATP et dans d'autres villes en régions est fortement médiatisée, celle des agents d'EDF et autres producteurs et distributeurs d'énergie est longtemps restée à l'arrière-plan médiatique. Jusqu'à récemment.

Pourtant dès le 5 décembre, quand la direction d'EDF déclarait plus de 50% de grévistes, la CGT annonçait entre 85 et 100% d'arrêts de travail, notamment dans les secteurs de production. Une mobilisation qui était supérieure à celle engagée le 19 septembre dernier pour protester contre le projet de scission du groupe entre le nucléaire, sanctuarisé, et un « EDF Vert » (distribution, commercialisation et renouvelables), qui serait introduit en bourse. Projet depuis repoussé à plus tard.

### Coups pour les uns, tarif réduit pour les autres

Cette forte mobilisation s'est ensuite confirmée lors des journées d'actions et de manifestations des 10, 12 et 17 décembre. Mais, si dans un premier temps les actions sur le réseau sont passées inaperçues, la vraie fausse colère du gouvernement et des élus LREM et LR a rapidement été relayée par les médias et experts aux ordres. Le prétexte est la coupure de courant exceptionnelle qui se serait



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

produite dans des hôpitaux ou des cliniques. Établissements qui sont dans l'obligation de disposer d'installations de secours d'alimentation pour les cas de pannes, et donc sans risque pour leurs activités. Mais des situations qui ont servi de prétexte aux ministres, dont le Premier d'entre eux, pour dénoncer l'irresponsabilité des grévistes, voir la mise en danger qu'ils et elles auraient provoquée. Pourtant, dès le 5 décembre, des délestages du réseau ont été engagés contre des administrations,

des entreprises, des réseaux de transport, des préfectures, permanences d'élus de La République en marche, mais aussi des centres commerciaux et des multinationales comme Amazon, en différentes régions comme la région parisienne, autour de Bordeaux, de Marseille, de Grenoble. Dans le même temps la distribution était rétablie pour des usagers privés de courant en raison de difficultés financières pendant que d'autres usagers étaient alimentés en service à facturation réduite.

### Propagande anti-grève

Ces actions sont de mise depuis les débuts des années 2000, avec les Robins des bois qui les multiplient à l'occasion des mouvements de grève, mais qui agissent aussi régulièrement lors de coupures aux plus démunies par les distributeurs d'électricité. Il est significatif que ce gouvernement, mis en difficulté par la mobilisation contre la contre-réforme des retraites, tente une nouvelle manière de mobiliser l'« opinion » contre les grévistes. Une attitude d'autant plus condamnable que, parallèlement, les directions des entreprises concernées tentent de déstabiliser la mobilisation par des discussions avec les organisations syndicales autour de concessions sur les futures dispositions en matière de retraites pour les salariés du secteur. Après la dénonciation des « prises en otage » des usagers des transports, des enfants privés de voyage par les grévistes de la SNCF, c'est toute la panoplie de la propagande anti-grève qui est déployée. Manifestement pas un signal de force pour le pouvoir et en tout cas de peu d'effet sur la popularité du mouvement.

Robert Pelletier

## COMMERCE Les salariés ne battent pas en retraite

Depuis le début de la mobilisation contre le projet de « réforme » des retraites, il est mis l'accent sur la mobilisation des salariés des transports. Dans le même temps, les grandes manifestations des 5 et 17 décembre ont montré que celles et ceux du secteur privé, et singulièrement du commerce qui constitue la première source de richesse et d'emploi du pays, n'étaient pas pour autant à l'écart de la mobilisation.

Ainsi, la fédération CGT du commerce, la principale force du secteur, a enregistré plus de 80 appels à la grève dans la logistique, la grande distribution, la sécurité aéroportuaire ou les grands magasins pour le 17 décembre. Il existe aussi quelques foyers de grève reconductible, en lien avec des revendications locales, comme à Courtepaille à Roubaix, le McDo de Saint-Barthélémy à Marseille que la compagnie a réussi à faire liquider, des bases Intermarché dans le Sud ou la grève à Ibis qui entame son cinquième mois.

### Intersyndicale

Dans le même temps, une intersyndicale CGT-FO-SUD s'est constituée, qui relaye les appels pour les



DR

journées d'action et s'efforce de mettre en avant l'impact du projet de réforme de retraite par points, en particulier pour les femmes.

En effet, beaucoup d'entre elles travaillent à temps partiel, or les 1000 euros minimum de pension promis par le gouvernement ne

concernerait que les salariés qui ont une carrière complète et à temps plein.

L'intersyndicale a appuyé, le lundi 23 décembre, le débrayage du personnel du magasin Castorama Nation à Paris et une action de solidarité est prévue pendant les fêtes en direction des cheminotEs. En dépit de la faible syndicalisation, qui repose principalement sur les délégués, et des difficultés de transport pour se rendre au travail qui ne rendent pas pour autant la grève impopulaire (80% des salariés parisiens n'habitent pas la capitale), l'envie est forte de ne pas battre en retraite face à la « réforme » Macron !

### LD

Caisse de grève des salariés du commerce: <https://www.lepostsolidaire.fr/pot/i3yv2x1l>

## RADIO FRANCE Pour le service public, contre l'austérité

Après quatre semaines la grève est suspendue jusqu'à la rentrée, après les fêtes de fin d'année. Lors des premières négociations qui se sont déroulées la semaine dernière la direction n'est cependant revenue sur aucune des attaques programmées.

En effet, la direction maintient son objectif de 60 millions d'euros d'économies et de 299 suppressions de postes (avec la promesse de 76 créations de postes en parallèle) sur 4 600 emplois, tandis que les organisations syndicales continuent de rejeter l'ensemble du plan de réorganisation. La direction comme souvent dans ces situations s'obstine à faire des propositions d'aménagement de son plan. Des propositions qui comprennent les habituelles « évolution des organisations », « garanties en termes d'évolution, de mobilité et parcours professionnels », plan de départs volontaires, pour les salariés concernés par les réorganisations et les suppressions de postes. Le Chœur de Radio France, avec la suppression d'un tiers des 90 chanteurEs, France Info, les radios locales (dont la fermeture de deux bureaux à Marseille et à Toulouse), France Culture avec celle d'une cinquantaine de postes chez les réalisateurs, les assistants réalisateurs et les techniciens... sont particulièrement visés.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

### « Radio publique en danger »

L'attitude provocatrice de Sibylle Veil et le silence assourdissant du ministre de tutelle Franck Riester ont largement contribué à l'élargissement du front syndical et de la mobilisation. Le principal argument étant que « si nous ne faisons rien, Radio France aura un déficit de 40 millions d'ici 2022 ». Là comme ailleurs c'est la logique comptable qui fait office d'argument de raison avec, comme ailleurs aussi, la volonté de liquider tout ou partie d'un service public. En fait ce plan ne pourrait être qu'une première étape dans une vaste réorganisation de l'audiovisuel qui entrerait dans la logique de création, en 2020, de France Médias, une holding chapeautant Radio France, France Télévisions et France Médias Monde.

Le résultat le plus immédiat a été que, le jeudi 19 décembre, tous les syndicats ont appelé à la grève, s'élevant contre l'absence d'écoute et de dialogue depuis un mois, et de nombreux salariés ont participé aux manifestations interprofessionnelles sur les retraites. Une pétition en soutien à « la radio publique en danger » a recueilli plus de 60 000 signatures.

Robert Pelletier

1 - <https://www.humanite.fr/petition-la-radio-publique-en-danger-681116> et pour écouter la voix des grévistes: <https://blogs.mediapart.fr/dedansdehors-radio>

## ÉDUCATION NATIONALE

### Oubliez tout, c'est les vacances!

Une élève qui range son cahier avant de monter dans une fusée, faire de la trottinette électrique sur une planète étrange et enfin rencontrer un extraterrestre à qui elle apprend à lire... On se demande ce qui a pu passer par la tête de Jean-Michel Blanquer et de ses conseillers en validant un clip de bonnes vacances aussi lunaire.

En revanche, l'intention est, elle, assez claire: c'est la trêve de Noël, il est urgent de tourner la page de la mobilisation des enseignantEs contre la réforme des retraites et plus généralement contre la politique du gouvernement.

### Nous ne sommes pas des dindes aux marrons

La manœuvre est grossière mais la bonne nouvelle, c'est qu'elle a peu de chances de fonctionner. En effet, la mobilisation est restée forte toute la semaine dernière et particulièrement le 17 avec des chiffres, dans l'éducation,

presque équivalents à ceux de la journée historique du 5 décembre.

Dans les AG, les discussions ont surtout porté sur la nécessité de relancer le mouvement dès la rentrée. Les collègues qui ont fait plusieurs jours de grève durant le mois de décembre n'entendent pas abandonner la lutte aussi facilement, sans avoir obtenu une victoire contre la réforme. Et ce n'est pas la promesse d'une revalorisation sous forme de primes, étalées jusqu'en 2037, et suspendues à un alourdissement des conditions de travail, qui convainquent sur le terrain.

### Lacrymo et flashball contre les lycéenEs

Ce qui a marqué cette dernière semaine, c'est aussi la répression qui s'est abattue durement sur les lycéenEs qui ont bloqué leurs établissements. Mercredi et les jours suivants, de nombreux lycées

ont été marqués par des blocages ou des tentatives de blocage. Et là où les proviseurs ont fait appel à la police, on a pu constater un usage totalement démesuré de la force contre les élèves. À Colombes dans le 92, ou à Vitry dans le 94, où 3 lycéenEs ont été interpellés, les mêmes scènes choquantes se reproduisent.

### Janvier sera chaud

Nous devons faire en sorte que Blanquer commence 2020 aussi mal qu'il a fini 2019. Cela veut dire réussir de façon éclatante la journée du 9 janvier en la préparant activement les lundi, mardi, mercredi de la rentrée, dans nos établissements, avec nos collègues. Et on ne peut pas dire que les arguments risquent de nous manquer pour nous convaincre de nous remettre en grève. À la réforme des retraites s'ajouteront

les conséquences du budget 2020, qui annonce toujours moins de postes pour davantage d'élèves, ainsi que la mise en place des premières épreuves du nouveau bac local, les E3C. Dans tous les lycées, il faudra profiter de la mobilisation pour discuter et organiser la riposte, jusqu'au boycott, de cette nouvelle forme d'évaluation qui fait perdre le sens du métier et accroît les inégalités entre les élèves.

Enfin, comme si cela ne suffisait pas, il y a le cadeau de Noël fait par le ministre à ses chers directeurs académiques des services de l'Éducation nationale (DASEN): une augmentation de leur prime annuelle qui pourra aller jusqu'à 51760 euros. Ils ont bien raison de faire la guerre aux profs grévistes: avec le montant mirobolant de leur prime, ils n'ont, eux, pas trop à s'en faire pour leurs retraites.

Raphaël Alberto



## Les comités en action!

### Répression Solidarité unitaire et exemplaire à Kemper (29)!

Le jeudi 19 décembre nous étions près de 200, devant le commissariat de Kemper, à soutenir notre camarades Natacha, infirmière à l'EPSM Gourmelen et militante de Sud Santé sociaux.

Natacha était convoquée sur plainte de la députée LREM pour « violence en réunion sans interruption de travail » après l'envahissement de l'immeuble où se situe sa permanence, le jeudi 12 décembre. Ciblée pour avoir demandé par téléphone une audience à la députée, alors que nous étions des dizaines, syndicats, Gilets jaunes, militantEs politiques, le soutien à Natacha s'est développé immédiatement avec des appels dans tous les rassemblements et manifestations, et dans la presse.



FB BERTRAND DARTOIS

#### Unité combattive

Une belle solidarité, appelée par l'ensemble des syndicats (Solidaires, CGT, FO, FSU, CNT), les Gilets jaunes, la LDH, et en présence de nombreux collègues de Natacha, mais aussi de militantEs politiques de la FI, du PCF, de l'UDB, de la coopérative citoyenne, et bien sûr du NPA qui a pris une part active à la réussite de cet « événement ». Cette unité combattive s'est réalisée grâce aux luttes que nous menons ensemble depuis le début de la grève, mais aussi grâce aux liens qui se sont tissés patiemment depuis plus d'un an entre militantEs syndicaux, politiques et Gilets jaunes.

Cette fraternité des ronds-points, de la grève active, des manifestations, nous l'avons retrouvée dans ce magnifique et émouvant élan de soutien ! Après plus d'une heure d'audition, Natacha, accompagnée de son avocate, est sortie très émue par la solidarité active et les acclamations de la manifestation.

Le dossier transmis au procureur est très faible et nous avons promis à Natacha, comme elle l'a dit elle-même, que nous ne lâcherons rien.

Correspondant Kemper

## l'Anticapitaliste

### l'hebdo et la revue

Des outils pour lutter, des idées pour changer le monde...



Pour vous abonner ou offrir un abonnement, remplissez le formulaire page 12.

## Essai

# CLIC-P, l'intersyndicale qui fait trembler les enseignes, de Bruno Deporcq

Éditions Syllepse, 152 pages, 8 euros.

Pour marquer le dixième anniversaire de cette expérience syndicale originale, sort un petit livre consacré au Comité de liaison intersyndical du Commerce de Paris, le CLIC-P. Issu du regroupement de 6 syndicats du commerce parisien (et désormais 4 dont la CGT, qui en est la principale force), cette intersyndicale a défrayé la chronique à plusieurs reprises ces dernières années au travers de procès contre les grandes enseignes du commerce qui bafouent la législation relative au travail dominical et nocturne.



#### Une capacité à peser dans le débat public

L'ouvrage revient dans le détail sur les démêlés de Virgin, de Sephora ou encore récemment de Monoprix. Il met aussi à nu le mécanisme utilisé depuis les années 1990 par les grandes enseignes pour repousser encore plus loin les horaires d'ouverture des commerces : d'abord violer la loi puis s'ériger en victime,

au nom de la modernité et de la défense de l'emploi, après avoir été condamnées par la justice, pour enfin changer la loi à leur avantage à l'aide des gouvernements successifs, de droite comme prétendument de gauche avec la loi Macron de 2016, qui a instauré les Zones touristiques internationales et le travail en soirée.

En dépit d'une faible implantation syndicale dans le secteur du commerce, le CLIC-P a démontré sa capacité à peser dans le débat public, qui suscite l'antagonisme des centrales syndicales auxquelles les organisations qui le composent sont rattachées. Et aussi une capacité à mobiliser pour retarder, voire contrer les attaques majeures sur

le temps de travail et la santé que sont le développement du travail dominical et nocturne. Le livre met également en lumière l'enjeu social autour de ces questions, enjeu qui va au-delà des travailleurs (et surtout des travailleuses) concernés, et se termine par les portraits des animateurEs du CLIC-P.

LD

## Essai

# Celle qui n'était pas sage, de Geneviève Legay

Syllepse, 156 pages, 10 euros.

À l'origine du livre, c'est cette scène médiatisée, qui s'est déroulée le 23 mars dernier à Nice, lors d'une manifestation Gilets jaunes. La police charge comme elle sait faire, avec brutalité, sans que rien ne le justifie. L'instant d'après, une femme reste à terre, inconsciente, la tête ensanglantée. Il s'agit de Geneviève, une militante d'Attac, âgée de 73 ans. Grièvement blessée, elle est hospitalisée, son pronostic vital étant engagé... Elle s'en sortira, après des semaines d'hospitalisation et des mois de rééducation.

#### Une vie de luttes

Ce livre est là pour raconter et dénoncer la violence de la répression, une violence pas seulement policière mais politique. Car comme le dit Geneviève, les premiers responsables sont le gouvernement, Castaner et Macron qui n'ont pour réponse au mouvement social que la matraque pour faire taire la contestation. Il s'agit donc de parler, pour ne pas oublier, pour dire



que des mois après le combat est toujours là, qu'il y aura bien un procès, pour que le « crime » ne reste pas impuni, en essayant de faire condamner le commissaire de police Souchy et le préfet, parmi d'autres responsables qui ont menti et manipuler les faits.

À partir de cet événement, Geneviève revient sur sa vie, sur ce qui l'a amenée à militer, dans des associations (de parents d'élèves, de quartier, ATTAC...) puis des syndicats (CGT) et des partis politiques (PCF puis Ensemble!). Elle parle des injustices, de cette société capitaliste qui la révolte et aussi de la fraternité et de la solidarité qu'elle trouve dans les diverses résistances.

Le décor c'est Nice, cette ville particulière, très à droite, avec ses maires réactionnaires, de Médecin jusqu'à Estrosi, de la corruption du système, de sa violence. On y voit des luttes « locales » comme celle de Cédric Herrou dans la vallée de la Roya en aide aux réfugiés qui passent la frontière ou d'Olivier, professeur syndiqué, et d'autres, pourchassés par les policiers du syndicat d'extrême droite Alliance, si peu respectueux du droit de manifester. Voilà un livre court, à faire passer, comme un outil pour rendre contagieuse l'envie de lutter.

Philippe Poutou

## Cinéma

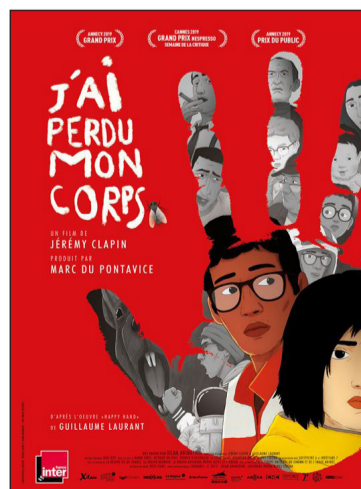
# J'ai perdu mon corps, de Jérémy Clapin

Film d'animation français, 1h21 min, sorti le 6 novembre 2019.

La porte du réfrigérateur d'un laboratoire s'ouvre, une main s'en échappe et part à la recherche de son corps. C'est elle, véritable personnage, qui est le fil conducteur du récit, elle qui fait le lien entre le passé et le présent, elle qui permet de montrer les instants heureux de l'enfance lorsqu'elle ne faisait qu'un avec le reste du corps, laissant s'écouler le sable chaud entre les doigts, essayant inlassablement d'attraper les mouches et puis les caresses...

#### Voyage onirique plein de poésie

Une enfance radieuse à Rabat dans les années soixante, dans une famille intellectuelle aimante et joyeuse, un père attentionné et une mère violoncelliste qui fait découvrir le piano à son fils Naoufel, Jusqu'au drame, un accident de voiture qui va chambouler la vie du



jeune garçon qui s'annonçait prometteuse. Il est envoyé en France, à Paris, les années passent, il grandit et devient livreur de pizzas. Mais il est en complet décalage avec le monde qui l'entoure lui rêveur,

plutôt lent, qui aime la littérature se retrouve bousculé par une société pressée et violente.

*J'ai perdu mon corps* est un film d'animation qui réussit merveilleusement bien à conduire en parallèle deux narrations : celle de la main qui poursuit désespérément la quête de son corps à travers maintes péripéties, et celle de Naoufel qui recherche son amour Gabrielle, rencontrée par l'intermédiaire de l'interphone d'un immeuble un soir de pluie alors qu'il faisait une livraison de pizza.

Après un début de film qui peut paraître bien étrange, les spectateurEs sont emportés dans ce voyage onirique plein de poésie, d'émotion et d'humour sans jamais se perdre. On se prend d'affection pour cette main qui évolue silencieusement dans la ville. Les dessins sont superbes,

les enchainements sont fluides et parfaitement maîtrisés, passant d'une histoire à l'autre.

Jérémy Clapin, réalisateur et scénariste, s'est inspiré du livre de Guillaume Laurant (qui est aussi le co-scénariste), *Happy Hand*, pour réaliser son premier long métrage. Une véritable réussite à voir absolument, mais il est recommandé de ne pas y aller avec des enfants de moins de 12 ans, c'est en effet plus adapté à des adolescentEs et des adultes.

Béatrice Walylo

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

# PROCÈS FRANCE TÉLÉCOM « Toutes celles et ceux qui se sont rendus au procès ont été frappés tant la lutte des classes était rendue visible »

**Entretien.** Les plans Next et Act ont organisé une restructuration en profondeur, sur deux ans (2006-2008), de France Télécom, ancienne administration devenue entreprise privée. Un plan drastique : 22 000 départs (soit un salarié sur cinq), sans licenciements, pour l'essentiel des fonctionnaires embauchés à l'époque des PTT, impossibles à licencier, 14 000 mobilités et seulement 6 000 recrutements. Dix ans plus tard, un procès historique s'est ouvert début mai pour juger les responsables : 60 suicides entre 2006 et 2010, et des centaines de vies brisées par des dépressions. Le procès vient de s'achever, avec des condamnations pour trois dirigeants de France Télécom et pour l'entreprise. Nous avons rencontré **Éric Beynel**, porte-parole de l'union syndicale Solidaires, partie civile lors du procès.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MIL0

**Solidaires était partie civile lors de ce procès. Comment apprécies-tu en particulier les condamnations à 4 mois de prison ferme des trois dirigeants de France Télécom, ainsi que la condamnation de l'entreprise à 75 000 euros d'amende ?**

Nous savions depuis le départ que les condamnations ne pourraient pas être à la hauteur des terribles conséquences, pour les salariés de France Télécom, des plans Act et Next, la loi ne prévoyant à l'époque pour l'incrimination de harcèlement moral qu'un maximum d'un an de prison et 15 000 euros d'amende pour une personne physique et 75 000 euros pour une personne morale. C'est donc le maximum possible qui a été prononcé vendredi 20 décembre par le tribunal correctionnel, et le fait d'assortir cette peine pour les trois anciens dirigeants de cette entreprise du CAC 40, Lombard, Barberot et Wenes, de 4 mois de prison ferme est le signe fort, exemplaire et symbolique de leur responsabilité directe. C'est un interdit majeur qui a été posé dans ce jugement.

**La tenue du procès a été en soi une première victoire. Qu'a-t-on pu dénoncer durant ce procès, et en quoi a-t-il été un point d'appui pour la lutte syndicale quotidienne ?**

L'union syndicale Solidaires s'est portée partie civile dans ce procès pour plusieurs raisons. Bien entendu, c'est une évidence, pour afficher notre soutien à notre fédération, Sud PTT, dont l'action a été déterminante dans la tenue de ce procès, nous étions à ses côtés lorsque la plainte initiale a été déposée. Une raison essentielle, c'est que nous luttons au quotidien pour rendre visibles les atteintes à la santé des travailleuses et travailleurs. Partout, les directions d'entreprises cherchent à rendre invisibles les suicides liés aux conditions de travail. C'est le cas à la SNCF, à l'AP-HP, à La Poste, dans de trop nombreuses entreprises, petites et grandes, avec parfois aucune équipe syndicale pour témoigner. À travers ce procès et ses plus de 40 audiences, ce fut l'occasion de soulever le capot de la machinerie capitaliste et de démonter les mécanismes de management à l'œuvre : individualisation, benchmarking, lean management, parts variables, mobilités forcées, etc. Les comprendre et les



DR

connaître c'est essentiel pour pouvoir les combattre. C'est l'un des objectifs de notre site <http://la-petite-boite-a-outils.org/>.

**Durant tout le procès, Solidaires a publié un blog quotidien, avec en particulier des témoignages de différents militantEs et personnalités. Peux-tu revenir sur cette intervention et ses objectifs ?**

Face à la durée de ce procès, nous étions confronté à un double défi : en rendre compte dans la durée et faire le lien entre ce qui se déroulait à l'intérieur de la salle d'audience et ce qui se passe dans les entreprises et dans les services. Nous avons alors eu l'idée de solliciter de nombreuses personnalités, scientifiques, écrivains, artistes, historiens, etc. pour leur demander de venir sur une audience pour écrire avec nous jour après jour, l'histoire du procès selon leur propre point de vue et fort de leurs expériences singulières. Leurs contributions étaient publiées au jour le jour sur la petite « Boîte à outils » et reprises pour certaines sur le journal en ligne *Basta*. Ce qui était un pari un peu aventureux car soumis à de multiples aléas, comme par exemple l'ordre du jour des audiences, aura permis au total de rendre visible ce qui s'est déroulé dans cette salle d'audience si souvent vide. Les textes dégagent une incroyable puissance. Chaque audience constitue un épisode haletant, une plongée dans l'espace ritualisé, tragique, du tribunal, dans la salle 2.01 du palais de Justice flambant neuf de la porte de Clichy. Ces textes feront l'objet d'un livre, *la Raison des plus forts*, qui sera publié en avril prochain aux éditions de l'Atelier.

**Dans un texte récent, tu conclus que « le jugement prononcé ce jour est un pas majeur dans la lutte contre les méthodes mortifères du capitalisme ». En quoi est-ce aussi la condamnation de tout un système ?**

Toutes celles et ceux qui se sont rendus dans la salle d'audience du procès ont été frappés tant la lutte des classes était rendue visible dans ce tribunal. À gauche, le camp des avocates des parties civiles, souvent clairsemé, à droite celui des prévenus, avec des bataillons d'avocates qui débordaient sur les bancs de la presse et du public. Au centre des débats, des hommes, des femmes immolés, défenestrés sur leurs lieux de travail, pendus à leur domicile. Et puis les dirigeants de France Télécom niant toujours leurs responsabilités et tentant de renvoyer à des fragilités individuelles, si souvent arrogants. Pour eux il n'y avait pas d'alternative, seule la rentabilité était importante. À travers cette condamnation, c'est bien aussi l'exploitation brutale des travailleuses et des travailleurs par le capitalisme qui est directement mise en cause.

**Propos recueillis par Manu Bichindaritz**

## DANIÈLE LINHART « Des logiques de déstabilisation systématique »

**Entretien.** Lors du l'ouverture du procès France Télécom, nous avons rencontré **Danièle Linhart**, sociologue du travail. Extraits de cet entretien, publié en intégralité sur notre site.<sup>1</sup>

« On peut considérer que ces tragédies que sont les suicides pour les salariés ou fonctionnaires d'entreprises comme celles évoquées relèvent d'un phénomène commun. Celui de contradictions massives entre, d'un côté, un discours, une idéologie managériale qui prône l'implication, l'autonomie, la réactivité, la proactivité des salariés et, de l'autre, des pratiques organisationnelles largement inspirées de la logique taylorienne et qui entravent la professionnalité des salariés par un ensemble de procédures, process, protocoles, méthodologies, bonnes pratiques, reporting concoctés en dehors d'eux par des experts de cabinets de consultants. Dans un contexte de complexification, d'intensification du travail, ils et elles sont tenus d'user de dispositifs et outils pensés uniquement en fonction d'objectifs de rentabilité à court terme, qui aboutissent à une perte de sens et d'éthique de leur travail. Pour les obliger à travailler selon ces logiques, les directions (et France Télécom dans le début du 21<sup>e</sup> siècle en a été



DR

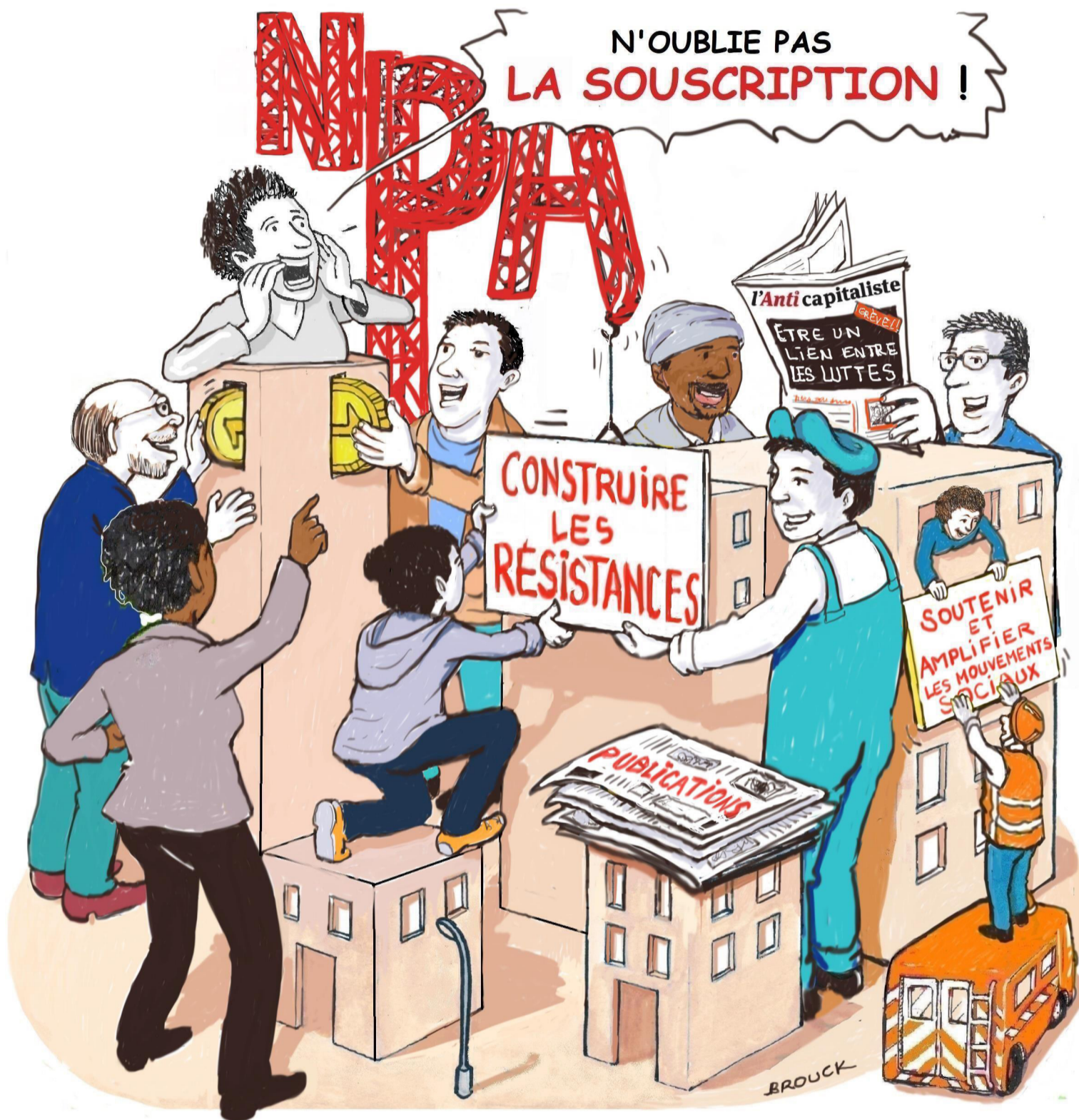
un exemple saisissant) introduisent des logiques de déstabilisation systématique en pratiquant le changement perpétuel (restructurations de services et départements, recompositions de métiers, mutations systématiques, déménagements, changements de logiciels), qui introduit un processus de précarisation subjective. Les salariés perdent tous leurs repères, ne peuvent plus se fier à leur expérience, leurs compétences, perdent toute confiance

en eux-mêmes et s'agrippent alors aux dispositifs tayloriens comme à de véritables bouées de sauvetage. C'est là l'origine d'une grande souffrance au travail : il y a d'abord l'épuisement, lié aux efforts nécessaires (et à renouveler sans cesse) pour retrouver une maîtrise cognitive du contenu et de l'environnement d'un travail qui change tout le temps ; il y a ensuite une détérioration de l'image de soi (on est perdu, on vit dans l'anxiété d'une erreur qui peut avoir des conséquences dramatiques), et enfin la perte de sens du travail qui obéit à des logiques de rentabilité à court terme. Tout cela dans un contexte de mise en concurrence systématique des salariés les uns avec les autres, et donc de solitude.

Lorsque les salariés sont protégés par leur statut (notamment de fonctionnaires), ces pratiques managériales de déstabilisation sont encore plus systématiquement déployées car il faut surmonter les protections et droits. »

<sup>1</sup> - <https://npa2009.org/actualite/entreprises/procès-france-telecom-faire-admettre-par-la-justice-qui-peut-sagir-dune-faute>

# SOUSCRIPTION 2019



## Vu ailleurs

**Le Parisien** **HIGH TECH ET TRAVAIL DES ENFANTS.** Apple, Microsoft, Google ou encore le fabricant automobile Tesla sont accusés de profiter du travail des enfants dans les mines de Cobalt en République Démocratique du Congo. Le cobalt est un métal rare utilisé pour la fabrication des batteries. Représentant plusieurs membres de familles d'enfants tués dans l'effondrement de tunnels ou d'enfants mutilés, l'association des droits de l'homme International Rights Advocates (IRA) vient de déposer plainte contre ces géants de l'informatique et des nouvelles technologies devant un tribunal de Washington. Cette plainte vise à dénoncer les conditions d'extraction en République Démocratique du Congo et la commercialisation du cobalt, un métal rare utilisé pour la fabrication des batteries. Selon l'IRA, les enfants dans les mines gagneraient entre «deux à trois dollars par jour pour effectuer un travail extrêmement dangereux, pouvant les tuer ou les mutiler». Les témoignages recueillis par l'IRA sont édifiants. C'est le cas d'un jeune qui devait porter des sacs d'environ 30 kg sur 700 mètres sur un chemin escarpé. À 15 ans, celui-ci a fait une chute de six mètres et est devenu paralysé. «Il s'agit du contraste entre certaines sociétés parmi les plus riches au monde et les gadgets qu'elles fabriquent, et les enfants qui travaillent encore comme à l'âge de pierre», a expliqué Terrence Collingsworth, représentant de l'IRA dans le journal Fortune. Or, selon lui «ces entreprises ont les ressources et le pouvoir de résoudre ce problème.» Et le besoin d'agir est impératif quand on sait que la demande mondiale de cobalt va exploser dans les prochaines années. De 120 000 tonnes en 2016, elle pourrait passer à 357 000 tonnes en 2030. Selon l'IRA, toutes les entreprises affirment avoir mis en place une politique pour lutter contre le travail des enfants. «Leur incapacité à mettre en œuvre ces politiques pour mettre un terme au travail forcé des enfants dans l'extraction du cobalt est un acte intentionnel pour éviter de mettre fin à la manne d'obtenir du cobalt bon marché», accuse l'IRA.

«Cobalt: Apple, Microsoft ou Google accusés de profiter du travail des enfants», le Parisien, 17 décembre 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	Hebdo <input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

**VOUS DONNEZ 3 EUROS, LE PARTI EN REÇOIT 3, L'ÉTAT VOUS EN REVERSE 2!**

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

**VOUS POUVEZ DONC MULTIPLIER VOTRE DON PAR 3**

Un seul lien pour donner en ligne :

[HTTPS://SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org)

Une seule adresse pour envoyer vos chèques :

**NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR – 93108 MONTREUIL**

Un seul ordre pour vos chèques :

**NPA SOUSCRIPTION**

Une seule limite de datation et d'envoi :

**AVANT LE 31 DÉCEMBRE À MINUIT**

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

**PRÉCISEZ-LE POUR QUE LE REÇU FISCAL ARRIVE À BON PORT**

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

**PRÉCISEZ À QUI IMPUTER LE DON**